



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;
Christophe Magdalijs, *Bourgmestre f.f.* ;
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Échevin(e)s* ;
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Véronique Jamouille, Nathalie Masset, André Decourrière, *Conseillers communaux*.

Séance du 18.12.14

#Objet : Règlement général de police - modification#

Séance publique

Service Juridique

Chapitre I – Dispositions générales

Art. 1. Pour l'application du présent règlement, on entend par « espace public » :

1. toute voie ouverte à la circulation au public en général, même si son assiette est une propriété privée et quel que soit son aspect extérieur;
2. les parcs, jardins publics, plaines et aires de jeu.

Art. 2. §1 Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et sont révocables, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le Collège des Bourgmestre et échevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement, sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité.

§2. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée.

Art. 3. Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publique sont compromises par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent.

Les propriétaires, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque doivent s'y conformer.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défaillants, lesquels seront tenus solidairement des frais.

Quiconque contrevient aux dispositions d'un arrêté du Bourgmestre sera puni d'une amende de 350 € à chaque constat de manquement.

Art. 4. La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.

La commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

Art. 5. §1. Chacun doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions des fonctionnaires de police ou de toute autre personne habilitée en vue de faire respecter les lois, règlements et arrêtés, et de :

1. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publiques ;
2. faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police ou toute autre personne habilitée y est entré sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation, d'appel au secours ou en vue de faire respecter les lois, règlements ou arrêtés.

§2 Il est interdit de manquer de respect ou de se montrer agressif, par paroles ou actes, envers les fonctionnaires de police ou de toute autre personne habilitée en vue de faire respecter les lois et règlements.

§3. Sera puni d'une amende administrative de maximum 350 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent article.

L'amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 175 € lorsque les faits ont été commis par des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

Art. 6. §1. Les infractions au présent règlement général de police peuvent faire l'objet d'une procédure de sanction administrative communale à charge tant des personnes majeures que des personnes mineures ayant atteints l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

§2. Le fonctionnaire sanctionnateur est la personne habilitée par le Conseil communal pour infliger en cas d'infraction et dans les cas prévus dans le présent règlement, une amende administrative.

Le fonctionnaire sanctionnateur est habilité à signer les lettres de notification de ses décisions ainsi que tout courrier relatif à la procédure d'amende administrative.

§3. La décision du fonctionnaire sanctionnateur est prise dans un délai de six mois.

Par dérogation à l'alinéa 2, la décision du fonctionnaire sanctionnateur est prise dans un délai de douze mois et portée à la connaissance des intéressés, lorsqu'intervient une prestation citoyenne et/ou une médiation.

Ces délais prennent cours à partir du jour de la constatation des faits.

Après l'expiration des délais, le fonctionnaire sanctionnateur ne peut plus infliger d'amende administrative.

§4. Les amendes administratives prescrites par le présent règlement sont augmentées en cas de récidive dans les 24 mois de l'imposition d'une amende administrative, sans qu'elles ne puissent jamais excéder la somme de 350 € lorsqu'il s'agit de contrevenants majeurs et de 175 € lorsqu'il s'agit de contrevenants mineurs ayant atteints l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

La durée des sanctions administratives adoptées par le Collège des Bourgmestre et échevins, prescrites par le présent règlement, peut être augmentée en cas de récidive dans les 24 mois suivant l'imposition de la sanction.

§5. A défaut de paiement d'une amende administrative, les biens du contrevenant pourront être saisis et, après commandement d'huissier, une saisie conservatoire pourra être réalisée sur ces biens, tel le placement d'un sabot sur son véhicule.

Chapitre II – La médiation et la prestation citoyenne

Art.7. Lorsqu'une infraction au présent règlement est susceptible de faire l'objet d'une amende administrative, le fonctionnaire sanctionnateur peut décider de proposer au contrevenant une procédure de médiation, au même titre qu'une prestation citoyenne, comme alternative à l'amende.

Il a l'obligation de proposer une procédure de médiation lorsque le contrevenant est un mineur ayant atteint l'âge de 16 ans.

La procédure de médiation locale est une mesure permettant au contrevenant, grâce à l'intervention d'un médiateur, de réparer ou d'indemniser le dommage causé ou d'apaiser le conflit. Elle doit être exécutée dans un délai d'un an à partir de la commission des faits.

Le service de médiation locale, dénommé le service de médiation SAC (sanctions administratives communales) encadre la procédure de médiation locale et de prestation citoyenne et assiste le fonctionnaire sanctionnateur dans l'application de ces procédures.

La prestation citoyenne ne peut excéder trente heures lorsqu'il s'agit d'un contrevenant majeur, quinze heures lorsque le contrevenant est un mineur ayant atteint l'âge de 16 ans.

Elle doit être exécutée dans un délai de 6 mois à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur si elle a lieu hors cadre de la médiation

Art 8. Lorsque le contrevenant est un mineur ayant atteint l'âge de 16 ans, une procédure d'implication parentale est prévue préalablement à l'offre de médiation, de prestation citoyenne ou, le cas échéant, l'imposition d'une amende administrative.

Dans le cadre de cette procédure, le fonctionnaire sanctionnateur porte à la connaissance des père et mère, tuteur ou personnes qui ont la garde du mineur, les faits constatés et sollicite leurs observations orales ou écrites vis-à-vis de ces faits et des éventuelles mesures éducatives à prendre. Il peut à cette fin demander une rencontre avec les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur et ce dernier.

Après avoir recueilli les observations visées à l'alinéa précédent et/ou avoir rencontré le contrevenant mineur ainsi que ses père et mère, tuteur, ou personnes qui en ont la garde et s'il est satisfait des mesures éducatives présentées par ces derniers, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit clôturer le dossier à ce stade de la procédure, soit entamer la procédure administrative.

Art 9. Lorsqu'un mineur est soupçonné d'une infraction sanctionnée par l'amende administrative, et que la procédure administrative est entamée, l'autorité compétente pour infliger la sanction en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats, afin qu'il soit veillé à ce que l'intéressé puisse être assisté d'un avocat.

Les père et mère, tuteur, ou personnes qui ont la garde du mineur comme l'avocat peuvent, à leur demande, accompagner le mineur lors de la médiation et de la prestation citoyenne.

Art 10. Lorsque le fonctionnaire sanctionnateur constate la réussite de la médiation ou de la prestation citoyenne, il ne peut plus infliger une amende administrative.

En cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation, le fonctionnaire sanctionnateur peut soit proposer une prestation citoyenne, soit infliger une amende administrative.

Chapitre III : De la propreté et de la salubrité publiques

Section 1. Propreté de l'espace public

Art. 11. § 1 Il est interdit de souiller tout objet ou tout endroit de l'espace public de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tels que:

tout objet servant à l'utilité ou à la décoration publique;

tout élément du mobilier urbain et tout endroit de l'espace public;

les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public;

les édifices publics et les propriétés privées, en ce compris les façades, murets, grilles, éléments divers de construction qui bordent l'espace public;

les véhicules des tiers.

§ 2. Les personnes qui ont la garde ou la maîtrise d'un chien sont tenues de faire disparaître de manière

adéquate les excréments laissés par le chien sur l'espace public, à l'exception toutefois de ceux laissés dans les endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet communément appelés les canisites.

En outre, le maître ou le gardien de l'animal doit disposer, en tout temps, d'un sac ou d'un objet similaire pour éliminer les déjections dans les poubelles disposées le long de la voie publique ou sur le site fréquenté par l'animal. Ce sac ou objet similaire devra être présenté à toute demande d'une personne habilitée ou de la police.

§ 3. Quiconque a enfreint les dispositions visées ci-dessus doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi il y sera pourvu par les soins de la commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 12. §1. Les marchands de produits alimentaires s'assureront que l'espace public aux alentours de leur commerce ne soit pas sali par leurs clients. Ils devront placer à leurs frais, aux abords du lieu de vente, des poubelles en suffisance agréées par le service de la propreté publique.

§2. En outre, les établissements du secteur d'activités de l'Hôtellerie, de la Restauration et des Cafés (horeca) ont l'obligation de placer à leurs frais, sur la façade ou à proximité immédiate de l'accès à leur établissement, un cendrier.

Art. 13. Il est interdit d'uriner ou de déféquer sur l'espace public, les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Il est interdit de cracher en tout lieu public ou accessible au public.

Il est interdit de jeter les mégots de cigarette ou de vider les cendriers en tout lieu de l'espace public.

Section 2. Sécurité et salubrité des passages, trottoirs, propriétés et de leurs abords

Art. 14. §1. Les passages, trottoirs et accotements des immeubles habités ou non ainsi que les façades, murets, grilles, éléments divers de construction qui bordent l'espace public doivent être maintenus en bon état de propreté et de réparation. Cette obligation incombe :

- pour les immeubles d'habitation occupés : aux propriétaires, concierges, syndics, responsables de conseils de gestion, personnes spécialement chargées de l'entretien quotidien des lieux ou celles désignées par un règlement d'ordre intérieur ; à défaut, des personnes précitées, l'obligation sera solidairement considérée à charge des occupants ;
- pour les constructions non affectées à l'habitation : aux propriétaires, aux concierges, portiers, gardiens ou personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux, à défaut aux locataires ou occupants ;
- pour les immeubles non occupés ou les terrains non bâtis : à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble, aux locataires ou occupants

Cette obligation comprend, entre autres, l'enlèvement de tags et de graffitis, l'arrachage des mauvaises herbes et plantes, toute réparation, le fait d'entretenir les carrés de terre se trouvant au pied des arbres se trouvant sur le trottoir ainsi que les bandes herbeuses se trouvant dans les trottoirs et la conservation en bon état des trottoirs et accotements.

§1bis. Les sacs contenant les déchets ménagers déposés en espace public doivent, par mesure de précaution, être protégés des attaques des animaux sauvages.

A cet effet, est autorisée sur le territoire communal d'Auderghem, l'utilisation de contenants rigides, d'une capacité de + ou -80 litres, ronds, de forme évasée et d'une hauteur de +/- 50cm. Ce contenant devra être présenté à la collecte sans couvercle.

Dans le cas d'immeubles à appartements multiples, les sacs peuvent être présentés à la collecte dans des conteneurs d'une capacité de 1.100 litres agréés par les collecteurs.

Sera puni d'une amende administrative de maximum 350 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent article.

L'amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 175 Euros lorsque les faits ont été commis par des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

§2. Les mêmes personnes sont tenues de maintenir les parties non dallées des trottoirs en parfait état de nivellement et de propreté en procédant aux aménagements nécessaires et en enlevant la végétation et les immondices.

Les trottoirs et accotements ne peuvent être nettoyés qu'aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité du passage et la tranquillité publique.

Le trottoir s'entend de l'accotement généralement surélevé par rapport à la chaussée, situé le long de l'alignement et destiné au cheminement des piétons. L'accotement s'entend de l'espace ou la partie de la voirie qui n'est pas comprise dans la chaussée.

§3. Il est interdit aux entrepreneurs de construction et transporteurs d'encombrer de matériaux ou saleté la voie publique aux abords de leurs chantiers et lieux de chargement et de déchargement.

Cette interdiction s'applique aussi aux maîtres d'ouvrages de ces entrepreneurs.

Sans préjudice de l'application d'une amende administrative de 350 euros maximum, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 15. Le bon état des terrains non-bâties, des parties non-bâties des propriétés ainsi que des immeubles bâtis ou en construction doit être assuré en tout temps par la personne visée à l'article 11 §1, ce qui emporte l'interdiction d'abandonner, de déposer, de pendre, de suspendre ou de maintenir aucune matières incommodes ou objet de nature à porter atteinte à la salubrité ou la sécurité publique.

Il est défendu de déposer des décombres et des immondices sur les terrains et parties de propriétés visées à l'alinéa précédent.

Section 3. Plans d'eaux, voies d'eau, canalisations

Art. 16. Il est interdit d'obstruer les conduits destinés à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées.

Art. 17. Sauf autorisation préalable, il est interdit de procéder au débouchage, au nettoyage ou à la réparation des égouts placés dans l'espace public ni d'y effectuer des raccordements.

L'interdiction ne s'applique pas à la désobstruction d'avaloirs si le moindre retard risque de causer préjudice aux propriétés riveraines et pour autant qu'il ne soit procédé à aucun démontage ni à aucune excavation.

Art. 18. Il est interdit de laisser s'écouler sur l'espace public les eaux de quelque nature que ce soit depuis les propriétés bâties ou non bâties, sauf autorisation du Collège des Bourgmestres et Echevins.

Les eaux pluviales doivent, lorsque cela est techniquement réalisable, être dirigées directement du toit de l'habitation vers un égout, vers une fosse de décantation ou, par l'intermédiaire d'une gargouille, vers le filet d'eau.

Art. 19. Il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces et voies d'eau, égouts et avaloirs d'égouts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

Art. 20. Il est interdit de se baigner dans les rivières, ruisseaux, canaux, étangs, bassins, fontaines, d'y baigner des animaux ainsi que d'y jeter, d'y laver ou d'y tremper quoi que ce soit.

Section 4. Evacuation de certains déchets

Art. 21. L'utilisation de conteneurs disposés sur le domaine public par l'administration communale ou avec l'accord de celle-ci est strictement réservée aux personnes et objets qu'elle a déterminés. Il est interdit d'y déposer d'autres objets ou immondices.

Il est également défendu de déposer dans les poubelles publiques des déchets ménagers qui ne résultent pas d'une consommation immédiate sur la voie publique ainsi que des cendres et des décombres.

Les emplacements réservés par la commune pour récolter des déchets verts sont uniquement réservés aux habitants de la commune ou des communes éventuellement associées.

Le déversement de déchets verts par des jardiniers professionnels y est interdit.

On entend par « déchets verts » les déchets issus de l'entretien des jardins et espaces verts ou les déchets ménagers, compostables ou biodégradables, à l'exclusion des déchets recyclables pour lesquels une collecte

sélective est organisée.

Art. 22. Les personnes physiques ou morales ayant conclu une convention avec une société pour l'enlèvement de leurs immondices autres que ménagères doivent indiquer dans cette convention les jours et heures. Elles veilleront également à ce que les sacs ou récipients contenant ces immondices ne puissent être la source de nuisances ni de souillures, et qu'ils ne puissent attirer les animaux.

Lorsque la collecte visée à l'alinéa 1er a lieu le matin, les sacs ou récipients seront déposés la veille de la collecte après 18 heures ou le jour même de la collecte, avant le passage du camion. Lorsque la collecte est effectuée en soirée, les sacs ou récipients seront déposés le jour même, après 18 heures et avant le passage du camion de collecte.

L'administration communale peut modifier les heures de dépôt des sacs ou récipients pour immondices prévues à l'alinéa 2 du présent article lorsque celles-ci ne correspondent pas avec les impératifs tirés de la sécurité, de la tranquillité, de la propreté ou de la santé publiques.

Section 5. Entretien et nettoyage des véhicules

Art. 23. Il est interdit procéder sur l'espace public à des travaux d'entretien, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la défektivité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

Le lavage des véhicules, à l'exception de ceux servant au transport de marchandises ou au transport de personnes en commun, rémunéré ou non, est autorisé sur l'espace public aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique ; il ne pourra en aucun cas être effectué entre 22 heures et 7 heures.

Les travaux de lavage ou de nettoyage ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble occupé par le propriétaire du véhicule ou devant son garage.

Les produits et ustensiles utilisés pour les opérations de réparation ou de lavage du véhicule doivent être soigneusement rassemblés de manière à ne pas gêner le passage des piétons et des usagers de la route.

Section 6. Feu, fumées et odeurs

Art. 24. Il est interdit d'incommoder le voisinage par des fumées, odeurs ou émanations quelconques, ainsi que par des poussières ou projectiles de toute nature.

Le responsable prendra immédiatement les mesures prescrites par l'autorité compétente.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les barbecues sont autorisés dans les jardins privés, et uniquement s'il est fait usage de fourneaux fixes ou mobiles.

Chaque véhicule ou remorque chargé de déchets susceptibles de putréfaction doit être immédiatement bâché de sorte que les détritits soient hors de vue, ne dégagent aucune odeur et ne puissent se disperser.

Section 7. Logement et campements

Art. 25. Sauf autorisation, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de l'espace public, de loger ou dormir plus de 24 heures consécutives dans une voiture, une caravane ou un véhicule aménagé à cet effet, ou de camper.

Les nomades, forains ou voyageurs de passage quelconques ne peuvent s'installer avec leurs véhicules, roulottes ou caravanes sur le territoire de la commune sans l'autorisation préalable et écrite de l'autorité compétente.

Il est également interdit sur un terrain privé d'utiliser comme moyen de logement des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes ou motor-homes, pendant plus de 24 heures consécutives, sauf autorisation.

Le Collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

Section 8. Lutte contre les animaux nuisibles

Art. 26. Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public, toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des oiseaux, à l'exception des aliments destinés aux oiseaux en temps de gel, pour autant que cela ne menace pas la salubrité ou la tranquillité du voisinage. Les propriétaires, gérants ou locataires d'immeubles, doivent procéder de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la prolifération des animaux errants et à la nidification des pigeons, ainsi que faire nettoyer et désinfecter les immeubles souillés.

Section 9. Mesures de prophylaxie

Art. 27. L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public est interdit aux personnes :

1. se trouvant en état de malpropreté manifeste
2. infectées de vermine
3. atteintes soit d'une maladie contagieuse, soit d'une blessure non cicatrisée ou couverte par un pansement, soit d'une affection dermatologique accompagnée d'éruptions cutanées.

Art. 28. Il est interdit de transporter ou de faire transporter des personnes atteintes de maladies contagieuses autrement qu'au moyen d'un véhicule-ambulance spécial.

Section 10. Affichage

Art. 29. §1. Sans préjudice des dispositions du Règlement Régional d'urbanisme, il est interdit d'apposer ou de faire apposer notamment des affiches, des tracts, des papillons, des flèches directionnelles ou des autocollants sur la voie publique et sur ses accessoires, tels que le mobilier urbain en ce compris les arbres, plantations, panneaux, pignons, façades, murs, clôtures, supports, poteaux, bornes, ouvrages d'art, monuments et autres objets qui la bordent ou sont situés à proximité immédiate de la voie publique sans autorisation préalable, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées par le Bourgmestre dans l'acte d'autorisation.

Le Collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

§2. Sans préjudice des ordonnances de police du Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, les affiches à caractère électoral peuvent être posées aux endroits déterminés par le collège des Bourgmestre et échevins, selon les conditions que celui-ci détermine.

§3. Tous les dispositifs visés au §1er apposés en contravention au présent règlement seront enlevés d'office par les personnes habilitées ou la police, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 30. Hormis les cas visés à l'article 29§3, il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader ou altérer les affiches ou les autocollants préalablement apposés, que ceux-ci l'aient été ou non avec l'autorisation de l'autorité compétente.

Section 11. Sanctions

Art. 31. Sans préjudice de l'éventuelle sanction administrative prononcée par le collège des Bourgmestre et échevins dans les cas prévus au présent chapitre, sera puni d'une amende administrative de maximum 350 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent chapitre.

L'amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 175 euros lorsque les faits ont été commis par des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

Chapitre IV - De la sécurité publique et de la commodité du passage

Section 1. Attroupements, manifestations, cortèges

Art. 32. Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

Art. 33. Tout rassemblement, manifestation, animation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est

subordonné à l'autorisation préalable du Bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone et de fax de l'organisateur ou des organisateurs ;
- l'objet de l'événement et sa description précise indiquant, s'il y a lieu :
la mise en place d'installations ou de constructions provisoires telles que des installations de sonorisation ou d'amplification, des groupes électrogènes, podiums, tentes et/ou chapiteaux, échoppes, remorques ou containers de vente de boissons et/ou de petite restauration ;
un plan d'implantation reprenant l'emplacement de ces installations ou constructions provisoires ;
les dispositions prises pour la couverture sanitaire et/ou médicale des participants, telles que postes de soins, équipes de secouristes, ambulance,....;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement ;
- l'endroit de la concentration ;
- l'heure de départ ;
- l'itinéraire projeté ;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège ;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement ;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus ;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

Le Collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

Section 2. Activités incommodes ou dangereuses sur et en-dehors de l'espace public portant atteinte à la sécurité publique

Art. 34. Il est interdit de se livrer sur l'espace public, dans les lieux accessibles au public et dans les propriétés privées à une activité quelconque pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, telles que :

1. jeter, lancer ou propulser des objets quelconques, sauf autorisation préalable de l'autorité compétente ; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées ainsi qu'aux jeux de fléchettes ou de boules pratiqués ailleurs que sur l'espace public ; les jeux de balle et de ballon seront permis sur la voie publique aux endroits déterminés par le Bourgmestre et les joueurs auront à se conformer aux indications de la police.
2. faire usage d'armes à feu ou à air comprimé, excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les métiers forains de tir ;
3. faire usage de pièces d'artifice, sauf autorisation de l'autorité compétente ; ladite autorisation est subordonnée à la communication des informations suivantes :
 - les coordonnées du maître artificier ;
 - la liste des différents types et calibres de pièces d'artifices utilisées ainsi que la durée du tir ;
 - l'emplacement du ou des pas de tir et la délimitation de la zone de sécurité ;
 - le nombre de spectateurs attendus ;
 - la mise en place de barrières, de podiums ou tribunes, de chaises ;
4. escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques
5. se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants
6. réaliser tous travaux quelconques, sauf autorisation de l'autorité compétente
7. se livrer à des prestations de nature artistique, sauf autorisation de l'autorité compétente ;
8. Transporter ou faire transporter toutes substances et préparations nuisibles dont l'origine, la nature, la destination ainsi que les moyens d'action pour les neutraliser sont inconnus du transporteur.

8bis. sans nécessité, ou sans autorisation du collège des bourgmestre et échevins, encombrer les rues, les places ou toutes autres parties de la voie publique, soit en y laissant des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques, soit en y creusant des excavations ;

9. négliger d'éclairer les matériaux, les échafaudages ou les autres objets quelconques déposés ou laissés dans les rues, places ou autres parties de la voie publique ou les excavations qui y ont été creusées ;

10. causer la mort ou la blessure grave des animaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation d'animaux, la vitesse, la mauvaise conduite ou le chargement excessif de véhicules ;

11. involontairement, par imprévoyance ou défaut de précaution ou volontairement, causer les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes, ou par le jet de corps durs ou de substances quelconques ;

12. jeter, exposer ou abandonner sur la voie publique des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres

Les armes, munitions, pièces d'artifice, animaux ou objets quelconques utilisés en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisis.

Art. 35. Il est interdit à toute personne exerçant une activité sur l'espace public, que celle-ci ait requis ou non une autorisation :

- d'entraver l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés ;
- de se montrer menaçant ;
- d'entraver la progression des passants ;
- d'exercer cette activité sur la voie carrossable ;
- de procéder à l'organisation de divertissements dégradants ou immoraux.

En cas d'infraction au présent article, la police pourra faire cesser immédiatement l'activité. Le collège des bourgmestre et échevins pourra, le cas échéant, prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation qui aura été accordée.

Art. 36. Sans préjudice des dispositions du code de la route, l'usage de trottinettes, de patins à roulettes ou de planches à roulettes ou de traîneaux n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons ni la commodité du passage. L'autorité compétente peut cependant l'interdire aux endroits qu'elle détermine.

Art. 37 §1. Sauf autorisation préalable du Bourgmestre, sont interdits sur l'espace public et dans les lieux publics :

- les collectes et les ventes-collectes ;
- les divertissements quelconques, tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles ou illuminations ;
- les foires commerciales ou d'exposition ;
- la consommation des boissons alcoolisées, pures ou en mélanges, dont l'ingestion peut conduire le consommateur à une perte de la maîtrise de ses actes nécessaire pour garantir sa sécurité ou la sécurité des personnes avec lesquelles il est en contact ou qui amène la personne à adopter un comportement agressif ou excessivement bruyant ou incommodant pour les autres usagers de l'espace public ou pour les riverains.

§2. Les demandes d'autorisation doivent être introduites dans un délai de 10 jours ouvrables précédant l'activité.

Elles doivent être accompagnées des renseignements suivants :

- le nombre de participants ou de spectateurs ;
- la nature des aménagements prévus ;
- le descriptif des matériaux prévus pour la décoration ;
- l'utilisation éventuelle d'appareils de cuisson ou de chauffage, avec le type de combustible ;
- la mise en place de dispositifs de sécurité, tels que l'éclairage de sécurité, les pictogrammes de signalisation, les extincteurs portables,...
- les mesures prises pour assurer la surveillance des lieux occupés, le contrôle des accès, la sécurité des

personnes et l'évacuation des occupants en cas d'incidents ou de sinistre.

Art. 38. Sans préjudice des autres dispositions prévues dans le présent règlement, nul ne peut, même momentanément, étaler des marchandises sur l'espace public sans une autorisation préalable de l'autorité compétente.

Art. 39. Les personnes se livrant aux occupations de crieur, de vendeur ou de distributeur de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les rues et autres lieux publics ne peuvent sans autorisation préalable utiliser du matériel pour l'exercice de cette activité, sauf pour ce qui concerne l'emplacement sur le marché public réservé à la commune.

L'activité des distributeurs de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques ne peut troubler l'ordre public ou la propreté publique. Les distributeurs sont tenus de ramasser les imprimés qui seraient jetés par le public.

Sauf autorisation expresse et préalable du Bourgmestre, l'apposition de feuillets sur les véhicules est interdite. Il est défendu aux crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques :

- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur la voie publique ou sur le seuil des portes et fenêtres des immeubles ;
- d'apposer des réclames ou imprimés sur les véhicules ;
- d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants.

Le collège des bourgmestre et échevins pourra, le cas échéant, prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées ou s'il enfreint une disposition du présent article.

Art. 40. Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente, des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.

Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement.

En cas d'infraction aux dispositions du présent article, le collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la fermeture administrative de l'établissement ou, le cas échéant, la suspension administrative ou le retrait administratif d'une autorisation afférente à l'établissement.

Art. 41. §1. Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, événement, divertissement ou réunion quelconque sur la voie publique autorisé par l'autorité communale.

L'accès de la scène, de la piste ou du terrain est interdit à toute personne qui n'y est pas appelée par son service.

Il est interdit au public des salles de spectacles, de fêtes, de concerts ou de sport :

- a) de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;
- b) d'interpeller ou d'apostropher les artistes ou de troubler autrement le spectacle, la fête ou le concert ;
- c) de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits.

§ 2. Si un événement ou une manifestation indiquée par voie d'affiche doit être modifié en ce qui concerne l'heure fixée pour l'ouverture des portes, ce changement est annoncé préalablement par des affiches placées à l'intérieur et/ou à l'extérieur de l'endroit où il a lieu.

Section 3. Installation de grues-tours

Art. 42. Toute installation d'une grue-tour est soumise à l'autorisation préalable du bourgmestre.

Sans préjudice des prescriptions réglementaires en matière d'urbanisme, d'environnement et de protection du

travail, il est exigé :

qu'avant toute mise en service d'une grue-tour et chaque fois que le Règlement Général sur la Protection du Travail exige l'établissement d'un procès-verbal de vérification, une photocopie de cette pièce, rédigée par un organisme agréé, soit envoyée au Collège des bourgmestre et échevins, dans un délai de trois semaines avant le montage ou le remontage;

qu'avant toute mise en service d'une grue-tour, les concessionnaires d'installations sur ou sous la voie publique soient informés du chantier et qu'une preuve de cette information soit envoyée au collège des Bourgmestre et échevins dans un délai de trois semaines avant le montage ;

que toute utilisation de grue-tour soit subordonnée à la production d'un plan du chantier, en deux exemplaires, avec toutes les indications utiles et les caractéristiques de l'engin, y compris l'encombrement et le rayon de giration de la flèche ;

que les grues-tours aient une assise stable au sol, de façon à éviter leur renversement. Quant aux grues-tours montées sur rail, elles seront de plus fixées à ces derniers et leur chemin de roulement sera maintenu fermement au sol de manière à éviter son arrachement ;

qu'au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment, la grue-tour soit, ou bien comprise dans la construction, ou bien solidement amarrée en plusieurs endroits ;

que les utilisateurs soient tenus de prendre toutes les dispositions adéquates pour que, lorsque la grue-tour se trouve placée dans la position girouette, sa stabilité ne soit pas réduite et qu'elle ne puisse avoir de mouvement désordonné;

que, lorsque les matériaux transportés sont pulvérulents, liquides ou susceptibles de s'épandre, ils soient enfermés dans des conteneurs de façon à ce que rien ne puisse tomber sur l'espace public ou dans les propriétés privées. Ces manipulations s'effectueront dans l'enclos formé par des palissades. Celles-ci devront au besoin, sur injonction de l'agent de l'autorité, être enlevées à chaque fermeture journalière du chantier;

qu'une liste comportant les noms, adresses et numéros de téléphone, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou du technicien qualifié ainsi que d'un membre du personnel grutier pouvant être atteints rapidement, de jour comme de nuit et en tous temps, soit déposée, avant l'emploi de la grue-tour, au commissariat de police. Une copie en sera affichée à l'extérieur du bureau du chantier.

que l'entrepreneur soit couvert en responsabilité civile pour les accidents causés aux tiers par l'emploi de grues-tours, tant sur le chantier qu'à l'extérieur de celui-ci. La preuve en sera jointe à la demande d'autorisation;

Art. 43. En cas de contravention aux dispositions du précédent article, le collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation.

Section 4. Occupation privative de l'espace public

Art. 44. §1. Sauf autorisation du bourgmestre, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites :

1. Toute occupation privative de la voie publique au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol, notamment tout objet fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné ;

2. L'installation à tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique.

Sont exceptés de cette disposition les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant, ainsi que les hampes de drapeaux.

§2 Sauf à obtenir une autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit à toute personne se trouvant sur la voie publique d'entraver la progression des passants par le dépôt ou l'abandon de tout objet mobilier, tel que bagages, déchets ménagers, débris de construction, véhicules, etc.

La notion d'entrave à la progression est notamment définie par les comportements suivants :

- ne pas laisser aux piétons, à tout endroit où leur passage est autorisé, une largeur d'un seul tenant d'au

moins un mètre cinquante, ou une autre largeur définie par les autorités compétentes en fonction des circonstances spécifiques à certains lieux, ou leur imposer d'enjamber ou d'escalader les objets encombrant le passage ;

- ne pas laisser aux véhicules circulant sur la chaussée une largeur d'au moins 3 mètres, ou toute autre largeur nécessaire au passage des véhicules de secours en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou laisser sur la chaussée des objets susceptibles de causer un dommage à un véhicule y circulant ;

- encombrer les pistes cyclables de manière qu'il ne soit plus possible pour un cycliste d'y circuler sans danger

- empêcher l'accès à des immeubles, bâtis ou non bâtis, ou restreindre cet accès dans la mesure indiquée ci-dessus pour les piétons, cyclistes et véhicules.

§3. Il est défendu d'étendre ou de faire sécher, en dehors des habitations, sur la voie publique ou au-dessus de celle-ci, des toiles, linges et autres objets.

§ 4. Le placement de terrasses de cafés, de chaises, bancs, tables, étals, paravents et autres objets, sur les trottoirs et sur la voie publique est interdit sauf autorisation écrite du Bourgmestre.

L'autorisation nécessaire à cet effet peut être accordée par le bourgmestre aux conditions qu'il détermine. Elle ne sortira ses effets qu'après paiement de la taxe y afférente.

L'autorisation détaillera les conditions particulières à respecter par l'intéressé. L'accès aux commerces ou entrées d'immeubles et aux couvercles recouvrant la chambre de visite des vannes du réseau de distribution d'eau et des bouches d'incendies ainsi que le trappillon des vannes ou obturateurs du réseau de distribution de gaz naturel ne peut être entravé d'une quelconque manière.

§ 5. Sans préjudice des dispositions prévues par l'article 80.2 du code de la route, aucun objet ne pourra masquer, même partiellement, les objets d'utilité publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.

Aucun objet ne pourra non plus masquer ou entraver, même partiellement, les portes et fenêtres des immeubles jouxtant la voie publique.

§ 6. Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police, faute de quoi il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Le collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

§7. Sauf autorisation du Bourgmestre, il est interdit pour une entreprise louant, réparant ou vendant des véhicules de s'approprier systématiquement des emplacements de stationnement se trouvant sur la voie publique. Tout véhicule pouvant être assimilé à un véhicule abandonné pourra faire l'objet d'une décision d'enlèvement du Bourgmestre aux frais, risques et périls du contrevenant

§ 8. Dans tout lieu accessible au public, qu'il soit établi sur assiette publique ou privée, le stationnement de véhicules ou le dépôt, même temporaire, d'objets ne peut entraver la circulation des personnes ou des véhicules ou obstruer les voies d'accès ou les issues des immeubles.

Ces objets ou véhicules devront être déplacés à la première injonction de la police, qui pourra faire déplacer d'office les objets ou véhicules gênant aux frais, risques et périls de leur propriétaire.

Dans tous les cas les voies d'accès aux immeubles doivent présenter des caractéristiques permettant la circulation, le stationnement et la manœuvre du matériel utilisé par les services de secours.

Ces caractéristiques sont les suivantes: largeur libre: 4m; hauteur libre: 4m; rayon de braquage: 11m à l'intérieur et 15m à l'extérieur; pente maximale: 6%; résistance suffisante pour supporter le poids d'un véhicule de 13T par essieu.

Art. 45. Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, il est défendu de placer sur les façades de bâtiments ou de suspendre à travers la voie publique des calicots, banderoles ou drapeaux, sans l'autorisation préalable du Bourgmestre.

Art. 46. Tout qui bénéficie d'une autorisation ou d'un droit d'exploiter du mobilier urbain sur le territoire communal a l'obligation de l'entretenir de manière régulière.

Le Collège des Bourgmestre et échevins peut imposer à tout moment à un exploitant de procéder à un entretien du mobilier urbain dont il a la charge et ce, dans un délai que fixe le collège. Ce délai ne peut être inférieur à quinze jours.

Lorsqu'un exploitant de mobilier urbain ne répond pas aux demandes du collège, la commune peut se substituer à l'exploitant et effectuer à la charge et aux frais de cet exploitant les travaux qui s'imposent.

Le collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation d'exploiter du mobilier urbain si son titulaire ne répond pas aux injonctions qui lui auront été adressées.

Art. 47. Si, pour quelque raison que ce soit, une personne est expulsée de la maison qu'elle occupe et que ses meubles sont déposés sur la voie publique, elle sera tenue de les enlever au moment de l'expulsion.

Art. 48. Les propriétaires ou utilisateurs d'antennes ou de paraboles placées sur les toits ou parties élevées des immeubles doivent en vérifier régulièrement la stabilité.

Toute installation qui n'est pas utilisée devra être enlevée dans les huit jours de la cessation de l'usage.

Art. 49. Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être émondés de manière que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable.

Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, la police pourra imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués au plus tard le huitième jour de la notification y relative. A défaut de satisfaire à la présente disposition, les travaux seront effectués par les soins de l'administration aux frais, risques et périls du défaillant.

Art. 50. Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.

Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique.

Les volets et persiennes, lorsqu'ils seront ouverts, devront toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets.

Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée devront être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

Art. 51. Les entrées de cave et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts :

- que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture ;
- qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Ces deux conditions sont cumulatives.

Les clôtures, cloisons, palissades ou panneaux

publicitaires ancrés dans le sol ou accrochés aux constructions, doivent être solidement fixés, de manière qu'ils ne puissent se renverser.

Section 4 bis : Chantiers en espace public

Art. 51bis. Sauf urgence motivée par le fait que le moindre retard occasionnerait des dommages importants aux biens ou aux personnes ou entraverait gravement la commodité du passage sur une voie publique, aucun travail ne peut être entamé sur, sous ou au-dessus de l'espace public, sans autorisation préalable délivrée par le Bourgmestre.

En cas de travaux urgents, le maître de l'ouvrage, ses entrepreneurs et contractants sont tenus de se conformer aux obligations de l'article 51ter.

Art. 51 ter. En vue d'éviter toute dégradation ou salissure de l'espace public et afin de prévenir tout risque pour la sécurité ou la commodité du passage sur l'espace public et toute perturbation grave de la tranquillité

publique, les règles générales suivantes doivent être respectées par toute personne qui intervient dans l'exécution, la conception, la direction ou la surveillance du chantier :

1. le chantier est tenu en état d'ordre et de propreté, tant en ce qui concerne ses abords, clôtures et palissades que le chantier lui-même et les véhicules et engins qui y sont employés;
2. le chantier, en ce compris les installations annexes, les terres et produits divers, doit être isolé en permanence des espaces réservés à la circulation des personnes et des véhicules par des clôtures ;
3. des stationnements sont prévus, pour les véhicules du chantier, dans le périmètre de celui-ci ; aucun stationnement n'est autorisé en dehors de ce périmètre ;
4. aucun dépôt de matériaux, de déblais, de remblais ou de détritrus n'est autorisé en dehors du chantier, à l'exception des livraisons de matériaux ;
5. le chantier doit être protégé contre les dégradations possibles ;
6. le chantier est signalé en permanence, de manière bien visible pour tous les usagers de l'espace public ;
7. les plantations et le mobilier urbain situés dans le périmètre et aux abords du chantier reçoivent une protection adéquate ; les troncs et les racines des arbres situés dans le périmètre du chantier ou à proximité immédiate sont préalablement et complètement protégés sur la hauteur et la superficie nécessaires ; les plaies des plantations et de leurs racines doivent être soignées et des mesures doivent être prises pour éviter ou remédier à la dessiccation ; les plantations et le mobilier urbain sont répertoriés lors de la demande d'autorisation, indiqués sur les plans transmis au Bourgmestre et repris dans l'état des lieux établi avant les travaux ;
8. le chantier exécuté par phase doit être conçu et organisé afin de permettre une telle exécution et une remise en état des lieux à l'issue de chaque phase ;
9. les engins et véhicules de chantier effectuent leurs manœuvres dans le respect des plantations et du mobilier urbain et en évitant les projections sur les personnes, façades et devantures ;
10. les souillures occasionnées à l'espace public par l'activité du chantier sont immédiatement supprimées ;
11. sauf autorisation expresse du Bourgmestre spécialement motivée par des conditions de sécurité ou de mobilité, aucun chantier se déroulant en tout ou en partie entre 22 heures et 7 heures ne peut causer des nuisances sonores de nature à troubler le repos des habitants.

Section 5. De l'utilisation des façades d'immeubles

Art. 52 §1 Tout propriétaire d'immeuble est obligé d'apposer de façon visible à l'extérieur à front de rue le numéro qui lui a été attribué par la commune.

Un numéro d'habitation distinct doit être apposé de manière visible à côté de chaque porte ou autre issue sur la voie publique de tout bâtiment habité ou susceptible de l'être, à moins qu'il ne s'agisse d'une seconde issue, et que la première issue soit déjà numérotée.

Les bâtiments à usage administratif, commercial ou industriel, même s'ils ne comprennent pas de logement, sont également pourvus d'un numéro d'habitation.

Lorsqu'un bâtiment n'est pas situé le long de la voie publique, un numéro d'habitation est en outre apposé, de manière visible, à l'entrée principale du terrain où ce bâtiment a été érigé.

Les bâtiments accessoires, les annexes contiguës ou non au bâtiment voisin, tels que garages, hangars, remises, granges, ateliers etc... sont considérés comme de simples dépendances du bâtiment principal et ne doivent pas avoir un numéro d'habitation distinct.

Un numéro sera apposé sur tout bâtiment nouvellement construit, au plus tard un mois après son achèvement.

Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles attribués par l'administration ainsi que les plaques indicatrices du nom des voies publiques.

En cas de changement de numéro, l'ancien devra être traversé d'une barre noire et ne pourra être maintenu

que deux ans au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'administration.

Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

§2 Tout propriétaire d'un immeuble divisé en plusieurs logements devra le munir d'un ou plusieurs dispositifs (boîtes aux lettres, sonnettes individuelles, tableaux d'affichage) permettant d'identifier de l'extérieur les unités de logements ainsi que leurs occupants au moyen d'une étiquette mentionnant le nom de ces derniers.

De même, il y a lieu d'apposer de façon visible un numéro sur chaque boîte aux lettres dans tout immeuble contenant au moins deux logements. Cette numérotation commencera par le chiffre 1 et ne pourra comporter aucune autre mention (comme le signe moins, une barre oblique, des lettres, des chiffres romains ou autres). Cette obligation incombe au propriétaire ou aux copropriétaires de l'immeuble, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble, au propriétaire ou aux copropriétaires d'un appartement, à tout titulaire d'un droit réel sur l'appartement, aux locataires de l'appartement.

Art. 52bis. Les séries de numéros d'habitation ont pour point de départ, soit une grande artère, soit l'hôtel de ville ou la maison communale.

Dans les rues ayant deux rangées de bâtiments, les numéros d'habitation pairs sont affectés à l'une des deux rangées, les numéros d'habitation impairs à l'autre.

Les rues, boulevards, quais, qui ne sont bordés que d'une rangée de bâtiments, reçoivent une série ininterrompue de numéros d'habitation alternativement impairs et pairs. Il est procédé de la même manière pour les places publiques, pour les impasses et enclos en partant d'un point pour y revenir, après avoir effectué un tour complet.

Là où il existe des terrains non bâtis entre des bâtiments déjà construits, des numéros d'habitation sont réservés, pour l'avenir, aux bâtiments intercalaires à construire. Seule l'autorité communale est à même de fixer le nombre de numéros à réserver.

Quant aux bâtiments isolés ou épars, ils se rattachent, en ce qui concerne leur numérotage, aux bâtiments des agglomérations les plus proches ; ils reçoivent, quel que soit leur éloignement l'un de l'autre, une suite régulière de numéros d'habitation.

Les communes voisines doivent s'entendre à l'effet d'assurer l'unité du système du numérotage des habitations lorsqu'il s'agit de rues limitrophes ou de rues qui, se développant sur le territoire de plus d'une commune, portent le même nom, a fortiori lorsqu'elles relèvent du même numéro postal.

Le recours à des numéros d'habitation répétés suivis de majuscules A, B, C etc. doit être évité autant que possible par un suivi de l'évolution de la numérotation des habitations et par des renumérotages périodiques. Chaque place, chaque rue ou chaque voie publique doit porter une dénomination permanente. Ces noms sont apposés sur des plaques et sont placés de manière lisible là où cela s'avère utile et plus particulièrement aux carrefours. Après rénovation des bâtiments situés en coin de rue, où étaient apposées des plaques identifiant les rues, il y a lieu de veiller à de nouveau fixer ces plaques.

Art. 52ter. Toute mention à caractère publicitaire ne peut avoir pour effet d'altérer l'identification de la rue ou de la voie publique. Dans les agglomérations, il est souhaitable que figure, outre la dénomination de la rue ou de la voie publique, celle de la commune.

Art. 53. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur l'immeuble, la façade ou le pignon de celui-ci, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie :

- 1° la pose d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment ;
- 2° la pose de tous signaux routiers ;
- 3° la fixation du câble contenant les fils conducteurs de l'installation de signalisation routière, communale et

intercommunal et ceux des réseaux de distribution téléphonique, télévisuel multimédia;

4° la fixation de matériel d'éclairage public;

5° l'utilisation du sous-sol de l'immeuble par les impétrants autorisés par l'autorité compétente ;

6° la fixation de câbles nécessaires pour l'exploitation des tramways et autres véhicules de transports en commun ;

7° la pose des signaux de repère et d'identification des bouches ou des bornes d'incendie.

Il en est de même en ce qui concerne les attaches, les supports et les appareillages nécessaires au bon fonctionnement des services précités.

Il est défendu d'enlever ou de déplacer les objets mentionnés ci-dessus.

L'enlèvement ou le déplacement de ceux-ci pour quelque raison que ce soit, se feront à l'intervention de l'administration communale ou du concessionnaire spécialement habilité à cet effet.

Art. 54. Les propriétaires, locataires, habitants ou responsables à un titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils dont ils sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité ou la salubrité publiques.

Est interdite l'installation à tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique.

Sont exceptés de cette disposition les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant, ainsi que les hampes de drapeaux.

Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée, faute de quoi il y sera procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 6. Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Art. 55. Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des pompiers, de la police locale ou fédérale et d'autres services de secours.

Art. 56. Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un dispositif d'alerte ou d'alarme destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Art. 57. Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique qui sont non accessibles au public.

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'administration communale de manœuvrer les robinets des conduites ou canalisations de toute nature, les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication placés sur ou sous la voie publique ainsi que dans les bâtiments publics.

Section 7. Prévention des incendies

Art. 58. Dès qu'un incendie se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'en donner immédiatement avis, soit au bureau de police, soit à l'un des postes de pompiers le plus proche, soit au centre d'appel d'urgence.

Art. 59. §1. Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent :

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
2. permettre l'accès à leur immeuble ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Les personnes qui, pendant un incendie, auront recueilli des meubles, des papiers ou d'autres effets, devront, immédiatement après qu'on se soit rendu maître du feu, les restituer aux propriétaires, ou à défaut de pouvoir

opérer cette restitution, en faire la déclaration à l'administration communale, au plus tard dans les 24 heures.

§2. Tout bâtiment à front de rue, comprenant plus de trois étages au-dessus du rez-de-chaussée et tout immeuble d'habitation, tout bâtiment ou construction comprenant plus de deux étages au-dessus du rez-de-chaussée et ne jouxtant pas la voie publique, doivent être accessibles aux véhicules automobiles et une au moins des voies d'accès doit présenter les caractéristiques permettant la circulation, le stationnement et la manoeuvre du matériel utilisé par les services de secours et de lutte contre l'incendie. Les caractéristiques seront au minimum les suivantes : largeur libre : 4 m; hauteur libre sous voute: 4m; rayon de braquage: 11 m à l'intérieur et 15 m à l'extérieur ; pente maximale : 6 %.

Dans le cas où ces dimensions ne seraient pas atteintes, le collège peut, pour les voies d'accès existantes, déterminer telles mesures qu'il juge propres à permettre l'intervention des services de secours et de lutte contre l'incendie après consultation du Service d'incendie.

Cette voie d'accès doit toujours rester dégagée et aisément accessible.

Il est interdit d'y immobiliser des véhicules ou d'y abandonner des matériaux ou objets quelconques.

Cette voie d'accès sera signalée soit par des marques sur le sol, soit par tout autre moyen de signalisation, jugé adéquat.

§3. Les chemins d'évacuation, coursives, corridors, escaliers, paliers, échelles mobiles ou fixes, terrasses, trappes, portes de sortie ou de sortie de secours et en général tous moyens et dispositifs destinés à l'évacuation en cas de sinistre des constructions et immeubles, tant dans les lieux publics que dans les lieux non publics, doivent être indiqués par des pictogrammes très lisibles en couleurs réglementaires et placées en des endroits qui attirent l'attention. Ces voies ou dispositifs d'évacuation doivent toujours rester dégagés et aisément accessibles.

Il est interdit de les masquer ou de les encombrer avec des matériaux ou autrement et de les enfermer à l'intérieur de cloisons fixes. Il est également interdit de dénaturer, dégrader, masquer ou faire disparaître les inscriptions citées dans le présent alinéa.

§4. Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants, toutes personnes qui ont la jouissance effective des lieux, leurs représentants ou mandataires sont tenus de faciliter les contrôles des mesures de prévention et de lutte contre les incendies, effectués par les services de police, les délégués de l'administration communale et du service "incendie"

§. 5. En cas de contravention aux dispositions du présent article, les véhicules, matériaux et objets quelconques seront enlevés d'office, aux risques et frais des contrevenants ou des personnes effectivement responsables de l'infraction, à l'intervention de la police et sans préjudice des sanctions encourues.

Art. 60. Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Art. 61. Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Art. 62. Les bornes ou bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

L'obligation incombe aux personnes visées par l'article 14 du présent règlement.

Art. 63. Si un événement tel que fête, divertissement, partie de danse ou toute autre réunion quelconque, est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, le bourgmestre pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement.

Dans les lieux accessibles au public tels que cafés, restaurants, dancings ou tous lieux où sont organisés des

fêtes, des divertissements, des parties de danse ou toute autre réunion quelconque, il est interdit de dépasser le nombre maximal de personnes pouvant être présentes simultanément, déterminé par le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des normes de sécurité et de prévention de l'incendie.

En cas de dépassement de ce nombre, la police pourra faire évacuer et fermer ces lieux.

Section 8. Dispositions particulières à observer par temps de neige ou de gel ou mauvais temps

Art. 64. Les trottoirs couverts de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants sur les deux tiers de leur largeur avec un minimum de 1 m 50.

La neige doit être déposée en tas au bord du trottoir et ne peut être jetée sur la chaussée. Les avaloirs d'égouts et les caniveaux doivent rester libres.

Ce soin incombe aux personnes visées à l'article 14 du présent règlement, selon les distinctions y établies.

Art. 65. Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées.

Au besoin, il devra être fait appel au service d'incendie.

Cette obligation incombe aux personnes visées à l'article 14 du présent règlement, selon les distinctions y établies.

Art. 66. Il est interdit sur la voie publique :

- de verser ou de laisser s'écouler de l'eau quelle que soit son origine, par temps de gel ;
- d'établir des glissoires ;
- de déposer ou de jeter de la neige ou de la glace en provenance des propriétés privées.

Art. 67. L'épandage de sable ou de tout autre produit dans le but de faire fondre la neige ou le gel sur les marches d'escaliers extérieurs, sur les trottoirs ou sur la voie publique, ne délie pas les personnes qui y procèdent de leur obligation d'entretien des trottoirs, conformément aux articles 14 et 64 du présent règlement.

Art. 68. Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins et cours d'eau, sauf autorisation.

Section 9. Activités et aires de loisir

Art. 69. §1er. Les engins mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeu communaux doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises.

Les enfants de moins de sept ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne à la surveillance de qui ils ont été confiés.

§2. La commune n'est pas responsable des accidents survenus sur une aire de jeux communale.

§ 3. Sans préjudice des dispositions réglementaires en matière de sécurité dans les stades ou autres lieux où se pratique le sport, toute installation de tribunes provisoires destinées à accueillir le public, à l'occasion de toute manifestation culturelle, sportive ou quelconque, quels qu'en soient les matériaux constitutifs ou les techniques de montage ou de fixation au sol devra faire l'objet d'une demande d'autorisation postérieurement au montage des tribunes mais avant tout usage de celles-ci adressée au bourgmestre et impérativement accompagnée :

- 1) d'un rapport relatif à la visite de contrôle rédigé par un technicien en prévention contre l'incendie du Service d'incendie.
- 2) d'un rapport d'agrément délivré par un organisme de contrôle agréé en stabilité, avant l'usage.

Section 10. Stationnements, Déménagements, chargements et déchargements

Art. 70. §1. Aucun chargement ou déchargement de meubles ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h00 et 7h00, sauf autorisation préalable délivrée par le Bourgmestre.

Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur la voie publique doivent être effectués en veillant à ne pas heurter ou blesser les piétons, à ne pas compromettre ni la sûreté ni la commodité du passage, ni la tranquillité publique. Il faut veiller également à ne pas obliger les

piétons à quitter le trottoir et, en cas d'impossibilité, il est obligatoire de prendre les mesures nécessaires pour assurer la circulation des piétons en toute sécurité.

Le stationnement sur la voie publique en dehors des périodes nécessaires au chargement et au déchargement est interdit aux véhicules destinés au transport de produits d'origine animale ou végétale, ferrailles ou autres déchets sauf autorisation préalable et écrite du Bourgmestre.

Cette autorisation déterminera les conditions qui devront être respectées pour éviter de gêner le public.

Le collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

§2. Toute personne qui veut fixer sa résidence principale dans la commune du Royaume ou transférer celle-ci dans une autre commune doit en faire la déclaration à l'administration communale ou à la police locale.

Tout propriétaire, titulaire de droits réels, bailleur ou personne qui laisse une maison, une partie d'habitation, un appartement, une chambre ou une partie de ceux-ci qu'elle a sous sa garde être occupé par des tiers ou qui les loue à des tiers doit déclarer à l'administration communale ou à la police locale l'identité et l'adresse précise des occupants ainsi que leur départ.

Lorsque l'immeuble est divisé en plusieurs logements, les personnes qui déclarent la domiciliation doivent préciser l'unité de logement qui est occupée (étage, logement côté rue ou côté intérieur d'îlot,...).

La même obligation pèse sur les maîtres et employeurs à l'égard des employés, domestiques et personnes travaillant à leurs services qui résident chez eux.

Section 11. Sanctions

Art. 71. Sans préjudice de l'éventuelle sanction administrative infligée par le collège des bourgmestre et échevins dans les cas prévus au présent chapitre, sera puni d'une amende administrative de maximum 350 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent chapitre.

L'amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 175 euros lorsque les faits ont été commis par des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

Chapitre V - De la tranquillité publique

Art. 72. La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets sonores quelconques, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons ou récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants :

1. ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés ;
2. si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans bruit.

Art. 73. § 1er. Sauf autorisation du Bourgmestre, sont interdits sur la voie publique :

1. les auditions vocales, instrumentales ou musicales ;
2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines ;
4. l'usage de tondeuses à gazon et autres engins de jardinages actionnés par un moteur les dimanches et jours fériés et, les autres jours, entre 20 h et 7 h.

Ces dispositions ne concernent cependant pas une musique d'atmosphère dans les rues commerçantes dont l'émission est limitée de 10 à 22 heures et dont le niveau sonore ne peut être supérieur à 10 dB(A) par rapport au bruit de fond préexistant.

§2. Hormis l'usage de systèmes d'alarme destinés à prévenir la commission d'une effraction, à avertir de la présence d'un intrus ou de la présence de fumée, il est interdit d'utiliser ou de procéder au placement de tout dispositif répulsif qu'il soit sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode ou est susceptible d'incommoder une ou plusieurs personnes se trouvant soit sur la voie publique, soit dans un lieu ou un établissement accessible au public.

Art. 74. Sans préjudice de la réglementation relative à la lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores produites dans les propriétés privées ou dans les véhicules ne pourra constituer un trouble pour le voisinage ni dépasser le niveau de bruit ambiant de la rue. Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par leur conducteur.

Art. 75. Les véhicules se trouvant aussi bien sur la voie publique que dans les lieux privés, équipés d'un système d'alarme, ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage. Le propriétaire d'un véhicule dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

Lorsque le propriétaire ne se manifeste pas dans les 20 minutes du déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 76. Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

Art. 77. §1. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique.

§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabaretiers, restaurateurs, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent en détail du vin, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.

§4. La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.

Si les désordres ou bruits perdurent de manière significative, le bourgmestre pourra prendre toute mesure qu'il juge utile pour mettre fin au trouble, notamment en ordonnant la fermeture partielle ou totale de l'établissement pendant les heures et pour la durée qu'il détermine.

§5. En cas d'infraction au §2 ou au §3 du présent article, le collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la fermeture administrative de l'établissement, pour la durée qu'il détermine.

Art. 78. Il est interdit, en dehors des zones autorisées par le Bourgmestre, de faire de l'aéromodélisme, du nautisme et de l'automobile de type modèle réduit, radio téléguidée ou radio commandée. En tout état de cause, les bruits émis par ces appareils ne pourront porter atteinte à la tranquillité publique.

Art. 79. Sans préjudice de l'éventuelle sanction administrative prononcée par le collège des bourgmestre et échevins dans les cas prévus au présent chapitre, sera puni d'une amende administrative de maximum 350 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent chapitre.

L'amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 175 euros lorsque les faits ont été commis par des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

Chapitre VI - Des espaces verts

Art. 80. Au sens du présent chapitre, par espaces verts, il faut entendre les squares, parcs, jardins publics et d'une manière générale toutes portions de l'espace public situé hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.

Art. 81. Le présent chapitre est applicable à tout usager des espaces verts.

Il est affiché à une ou plusieurs entrées des espaces verts.

Art. 82. Les heures d'ouverture des espaces verts sont affichées à une ou plusieurs de leurs entrées.

Le Bourgmestre peut en ordonner la fermeture en cas de nécessité.

Les conditions d'accessibilité sont déterminées comme suit pour les plaines de jeux et aires récréatives situées avenue Lambin, parc Paradisiens, avenue Coulbaut et avenue de la Houlette, plaine de jeux Charlent (espace également dénommé « triangle vert »), rue Rotiers, clos du Bergoje, rue du Verger, clos du Blankedelle, parc Van Lindt, Clos Lucien Outers : de 7 à 22 heures. En outre, nul ne peut accéder aux aires

et jeux réservés aux enfants d'une catégorie d'âge déterminée s'il n'entre pas dans cette tranche d'âge à moins qu'il ne s'agisse d'un membre de sa famille ou d'un majeur qui assure la garde d'enfants présents en ces lieux.

Art. 83. Nul ne peut pénétrer à l'intérieur des espaces verts en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture visée à l'article 82, alinéa 2.

Art. 84. Nul ne peut, dans les espaces verts, se livrer à des jeux qui puissent gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.

Art. 85. Sauf autorisation préalable délivrée par l'autorité compétente, aucun véhicule à moteur ne peut circuler dans les espaces verts.

L'interdiction de circulation ne s'applique pas aux véhicules et animaux au service de l'administration communale, de police, de secours ni à ceux autorisés par le bourgmestre ou agissant en exécution d'un contrat avec la commune.

Art 86. Sauf dans les zones prévues à cet effet, les véhicules non motorisés, les cycles, les trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes sont interdits dans les espaces verts. La présente interdiction ne s'applique pas à aux voitures d'enfants et de personnes moins valides, ainsi qu'aux cycles conduits à la main ou par des enfants de moins de 11 ans et dans la mesure où leur conduite ne met pas en danger la sécurité des autres usagers.

Art. 87. Il est interdit de faire du feu dans les espaces verts, sauf aux endroits spécifiquement prévus à cet effet.

Art. 88. Il est interdit dans les espaces verts d'apposer des panneaux ou affiches publicitaires ou d'utiliser tout autre moyen de publicité commerciale sans autorisation de l'autorité compétente.

Art. 89. §1. Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de jeux.

§2. Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit d'introduire des animaux dangereux ou des objets encombrants dans les espaces verts.

§3. Les animaux doivent être tenus par tous moyens appropriés, à tout le moins une laisse tenant l'animal à maximum un mètre cinquante du collier.

§4. Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur les espaces verts toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des pigeons.

Art. 90. Il est interdit dans les espaces verts de camper sous tente ou dans un véhicule, sauf autorisation préalable.

Le collège des Bourgmestre et échevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

Art. 91. Il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Art. 92. Il est interdit de salir de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, les espaces verts.

Il est interdit, dans les espaces verts, de déposer, jeter ou abandonner ailleurs que dans les corbeilles destinées à cette fin, des papiers et tous autres objets ou matières quelconques susceptibles de salir ou d'encombrer les lieux; il ne peut être déposé, dans lesdites corbeilles, des paquets contenant des résidus ménagers et autres ordures.

Il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces d'eau des espaces verts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal mort ou vivant.

Il est interdit de se baigner dans les pièces d'eau des espaces verts ainsi que d'y laver ou d'y tremper quoi que ce soit.

Art. 93. Il est interdit d'enlever les bourgeons et fleurs ou plantes quelconques, et :

- de ramasser du bois mort et d'autres matériaux;

- de monter sur les enrochements et de circuler dans les endroits où l'interdiction est indiquée par des écriteaux;

Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager, et de grimper aux arbres.

Dans les lieux appartenant au domaine public de l'Etat, de la Région ou de la commune, il est interdit d'enlever des plantes, des fleurs, des gazons, terres, pierres ou matériaux, sans y être dûment autorisé.

Art. 94. §1er. Sauf exception, l'accès aux pelouses est interdit à toute personne, à tout animal et à tout véhicule.

§2. Les pelouses sur lesquelles l'accès est autorisé sont signalées par des panneaux spécifiques.

§3. L'accès aux pelouses se fait sous la seule responsabilité des usagers.

§4. Le Collège des Bourgmestres et Echevins, peut, sur avis du service technique des espaces verts, déroger au présent article pour l'organisation d'événements

Art. 95. Sans préjudice de l'éventuelle sanction administrative prononcée par le collège des bourgmestre et échevins dans les cas prévus au présent chapitre, sera puni d'une amende administrative de maximum 350 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent chapitre.

L'amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 175 euros lorsque les faits ont été commis par des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

Le personnel de la police ou les gardiens feront évacuer par la sortie la plus proche, les personnes qui seront trouvées en contravention aux dispositions qui précèdent.

Indépendamment des indemnités prévues par le Code civil, l'administration communale pourra effectuer la remise en état des installations (terrains, vestiaires, plaines de jeux, parcs, jardins publics) aux frais, risques et périls du contrevenant.

Chapitre VII - Des animaux

Art. 96. §1. Il est interdit sur l'espace public et dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public:

1. de laisser divaguer un animal quelconque ; les animaux divagants seront placés conformément à l'article 9 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux ;

2. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes ; cette disposition est également applicable dans les parkings publics et privés accessibles au public établis sur assiette privée;

3. de se trouver avec des animaux qui ne sont pas maîtrisés par des moyens appropriés et à tout le moins, tenus au minimum par une laisse tenant l'animal à maximum un mètre cinquante du collier ; cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public établis sur assiette privée;

4. être accompagné d'un animal agressif ;

5. de se trouver avec des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

6. d'exciter son animal à l'attaque ou à l'agressivité, ou de l'inciter ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants, des animaux ou des véhicules même s'il n'en est résulté aucun mal ou dommage.

§2. En cas de comportement agressif d'un chien, le bourgmestre peut imposer le suivi de cours d'éducation canine dans un centre spécialisé ou auprès d'un vétérinaire thérapeute comportementaliste et/ou l'interdiction d'accès à la voie publique et/ou le port de la muselière.

Les chiens qui présentent un danger pour la vie et l'intégrité physique des personnes et la sécurité des biens, peuvent, dans les lieux accessibles au public, être soustraits à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur par un fonctionnaire de police pour les nécessités de la tranquillité et de la

sécurité publiques.

Lorsque le chien a causé des blessures ou la mort, en dehors du cas de légitime défense, le bourgmestre peut ordonner, outre les mesures précitées, le placement aux frais du propriétaire dans un refuge pour animaux, agréé. Il peut également ordonner l'euthanasie du chien.

Art. 97. Sauf autorisation préalable de l'autorité compétente, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public.

Cette disposition ne s'applique pas au dressage d'animaux par les services de police.

Art. 98. Les combats de chiens sont interdits.

Art. 99. Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit ;
- n'endommagent pas les plantations ou autres objets se trouvant sur l'espace public.
- ne causent pas de tort aux animaux appartenant à autrui.

Art. 100. §1. Les personnes qui ont la garde ou la maîtrise d'un chien sont tenues de faire disparaître de manière adéquate les excréments laissés par l'animal sur l'espace public, en ce compris les squares, les parcs, les espaces verts des avenues et les jardins publics, à l'exception toutefois de ceux laissés dans les endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet communément appelés les canisites.

En outre le maître ou gardien de l'animal doit disposer, en tout temps, d'un sachet ou d'un objet similaire pour éliminer les déjections dans les poubelles disposées le long de la voie publique ou sur le site fréquenté par l'animal. Ce sachet ou objet similaire devra être présenté à toute demande d'une personne habilitée ou de la police

Afin de ramasser les excréments de leur chien, ces personnes doivent être en possession :

- soit d'un sachet approprié le cas échéant mis à disposition à l'administration communale ;
- soit d'un objet similaire.

Il est interdit de déposer le sachet ou l'objet similaire contenant les excréments à tout endroit de l'espace public à l'exception des poubelles publiques.

§2. Quiconque a enfreint les dispositions visées ci-dessus doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi il y sera pourvu par les soins de la commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Art. 101. Il est interdit sur l'espace public de faire garder des véhicules et autres engins par des chiens, même mis à l'attache ou placés à l'intérieur des voitures.

Art. 102. Il est interdit d'introduire un animal quelconque dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est interdit soit par un règlement intérieur affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

Art. 103. Les propriétaires ont l'obligation de faire enlever des nids de guêpes et d'abeilles. Une telle mesure est identique pour toute autre nidification sauvage qui causerait une nuisance aux habitants.

A défaut, l'enlèvement sera effectué d'office par l'autorité compétente et ce, à leurs frais, risques et périls.

Art 103bis. Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur l'espace public, en ce compris les jardins publics, toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des oiseaux, à l'exception des aliments destinés aux oiseaux en temps de gel, pour autant que cela ne menace par la salubrité ou la tranquillité du voisinage.

Art 103ter. Les propriétaires, gérants ou locataires d'immeubles, doivent procéder de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la prolifération des animaux errants et à la nidification des pigeons, ainsi que faire nettoyer et désinfecter les immeubles souillés.

Art. 104. Sans préjudice de l'éventuelle sanction administrative prononcée par le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les cas prévus au présent chapitre, sera puni d'une amende de maximum 350 €, quiconque

contrevient aux dispositions du présent chapitre.

L'amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 175 euros lorsque les faits ont été commis par des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

Chapitre VIII : Arrêts et Stationnements

Art. 105. Toute personne ayant commis une infraction visée à l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales sera punie d'une amende administrative, selon les modalités fixées par l'arrêté royal du 9 mars 2014.

Chapitre VIIIbis : Infractions mixtes

Art. 106. Il est interdit de se rendre coupable de destructions ou de dégradations de tombeaux et monuments.

Art. 107. Il est interdit de se rendre coupable de tags et de graffitis sur des biens mobiliers et immobiliers.

Art. 108. Il est interdit de dégrader volontairement les propriétés immobilières d'autrui.

Art. 109. Il est interdit de détruire des arbres.

Art. 110. Il est interdit de dégrader et de détruire des clôtures urbaines ou rurales, de quelques matériaux qu'elles soient faites. Cette interdiction s'applique également aux pieds corniers.

Art. 111. Il est interdit d'avoir volontairement endommagé ou détruit les propriétés mobilières d'autrui.

Art. 112. Il est interdit de se rendre coupable de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité publique.

Art. 113. Il est interdit de se présenter dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie, de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables.

Toutefois, ne sont pas visés par l'alinéa 1er, ceux qui circulent dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé en tout ou en partie de manière telle qu'ils ne soient pas identifiables et ce, en vertu de règlements de travail ou d'une ordonnance de police à l'occasion de manifestations.

Art. 114. Il est interdit de se rendre coupable de d'injures.

Art. 115. Il est interdit de se rendre coupable de destruction de voitures, wagons et véhicules à moteur.

Art. 116. Il est interdit de se rendre coupable de coups et blessures volontaires.

Art. 117. Sera puni d'une amende administrative de maximum 350 euro quiconque contrevient aux dispositions du présent chapitre.

L'amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 175 euros lorsque les faits ont été commis par des mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits.

Chapitre IX : Exécution et sanctions de dispositions civiles

Art.118. Le bailleur ou mandataire du bailleur qui, dans toute communication publique ou officielle relative à la mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large, n'a pas annoncé le montant du loyer demandé ou celui des charges communes pourra, conformément à l'article 1716 du Code civil, faire l'objet d'une amende administrative de 50 à 200 euros.

Chapitre X : dispositions finales Art. 119. Les dispositions prévues au présent règlement s'appliquent sans préjudice de l'obligation de s'acquitter des taxes et redevances ou autres impositions locales levées en vertu d'une délibération du Conseil communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 19 décembre 2014

Le Secrétaire communal,
Par délégation,
Le chef de service

Le Bourgmestre f.f.,

Audrey Delwaide

Christophe Magdalijs



BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Jean-Claude Vitoux, <i>Voorzitter</i> ; Christophe Magdalijs, <i>Burgemeester d.d.</i> ; Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, <i>Schepenen</i> ; Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Michel Wauters, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Suzanne Coopmans, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Véronique Jamouille, Nathalie Masset, André Decourrière, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 18.12.14

#Onderwerp : Algemeen Politierglement - wijziging#

Openbare zitting

Juridische dienst

Hoofdstuk I – Algemene Bepalingen

Art. 1. Voor de toepassing van onderhavig reglement, verstaat men onder « openbare ruimte » : elke weg die openstaat voor het verkeer van het publiek in het algemeen, zelfs indien de grond privé-eigendom is en ongeacht zijn voorkomen;

2. de parken, openbare tuinen, pleinen en speelpleinen.

Art. 2. § 1. Die in onderhavig reglement beoogde vergunningen worden precair en herroepbaar afgegeven, in de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel, zonder aansprakelijkheid van de gemeente. Ze kunnen op ieder moment ingetrokken worden wanneer het algemene belang het vereist.

Ze kunnen ook geschorst of ingetrokken worden door het college van Burgemeester en schepenen wanneer de houder een overtreding begaat tegen onderhavig reglement, zonder dat de begunstigde aanspraak kan maken op een schadevergoeding.

§ 2. De begunstigten moeten zich strikt houden aan de voorschriften van de vergunningsakte en erover waken dat diens voorwerp geen schade kan berokkenen aan anderen, noch de openbare veiligheid, rust, gezondheid of netheid in het gedrang kan brengen.

De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die kan voortvloeien uit de - al dan niet foutieve - uitoefening van de bij de vergunning beoogde activiteit.

§ 3. Wanneer de vergunningsakte betrekking heeft op:
een activiteit of een evenement in een voor het publiek toegankelijke plaats, moet deze zich op de desbetreffende plaats bevinden;
een activiteit op de openbare ruimte of een bezetting ervan, moet de begunstigde deze bij zich hebben tijdens de activiteit of de bezetting.

In beide gevallen moet de akte getoond worden op verzoek van de politie of van eender welke andere bevoegde persoon.

Art. 3. Wanneer de openbare veiligheid, netheid, gezondheid of rust in het gedrang komen door toestanden die hun oorsprong vinden hebben in privé-eigendommen, kan de burgemeester de nodige besluiten nemen. De eigenaars, huurders, bezetters of zij die er op een of andere manier verantwoordelijk voor zijn, moeten er zich naar schikken.

In geval van weigering of vertraging in de uitvoering van de bij voornoemde besluiten voorgeschreven maatregelen, alsook indien het onmogelijk is ze aan de betrokkenen te betekenen, kan de burgemeester er ambtshalve toe doen overgaan, op risico van de in gebreke blijvende partijen die solidair de kosten moeten dragen.

Wie de bepalingen van een burgemeestersbesluit overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum 350 € per vastgestelde inbreuk.

Art. 4. De persoon die de voorschriften van de bepalingen van onderhavig reglement niet naleeft, is burgerlijk aansprakelijk voor de schade die daaruit kan voortvloeien.

De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die uit het gebrek aan naleving van de bij onderhavig reglement voorgeschreven bepalingen zou voortvloeien.

Art. 5. § 1. Iedereen moet zich onmiddellijk schikken naar de bevelen of vorderingen van de politiebeambten of van eender welke andere persoon die bevoegd is om de wetten, reglementen en besluiten te doen naleven en om:

1. de openbare veiligheid, rust, netheid of gezondheid te vrijwaren;
2. de taken van de hulpdiensten en de bijstand aan personen in gevaar te vergemakkelijken.

Deze verplichting is tevens van toepassing op personen die zich in een privé-eigendom bevinden, wanneer de politieagent of eender welke andere bevoegde persoon er is binnengegaan op verzoek van de bewoners, in geval van brand, overstroming, noodoproep of om de wetten, reglementen en besluiten te doen naleven.

§2 Het is verboden om gebrek aan respect te hebben, tegenover de politiebeambtenaren of tegenover eenieder welke andere persoon die bevoegd is om de wetten en reglementen te doen naleven of om zich agressief te gedragen, door woorden of daden.

§ 3. Ieder die de bepalingen van onderhavig artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum 350 €.

De administratieve boete mag echter nooit hoger zijn dan 175 euro indien de feiten werden gepleegd door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben.

Art. 6. §1. De inbreuken op het onderhavige algemeen politiereglement kunnen het onderwerp uitmaken van een procedure gemeentelijke administratieve sanctie ten laste van zowel meerderjarige personen als minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 14 jaar bereikt hebben.

§2. De sanctionerende ambtenaar is de persoon die door de gemeenteraad werd aangesteld om een administratieve boete op te leggen in geval van een inbreuk en in de in het onderhavige reglement voorziene gevallen.

De sanctionerende ambtenaar is bevoegd om de brieven ter kennisgeving van zijn beslissingen en elke briefwisseling inzake de procedure van de administratieve sanctie te ondertekenen.

§3. De beslissing van de sanctionerende ambtenaar wordt genomen binnen een termijn van zes maanden.

In afwijking van alinea 1 wordt de beslissing van de sanctionerende ambtenaar genomen binnen een termijn van twaalf maanden en ter kennis gebracht van de betrokkenen indien er een beroep wordt gedaan op een gemeenschapsdienst en/of een bemiddeling.

Deze termijnen vangen aan op de dag van de vaststelling van de feiten.

Na de verstrijking van deze termijnen kan de sanctionerende ambtenaar geen administratieve boete meer opleggen.

§4. De voorgeschreven administratieve boetes in het onderhavige reglement worden verhoogd in geval van herhaling binnen de 24 maanden na de oplegging van een administratieve boete. Deze boetes mogen echter

nooit meer dan € 350 bedragen indien de overtreder meerderjarig is en € 175 indien het gaat om minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 14 jaar bereikt hebben.

De duur van de administratieve sancties, goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen en voorgeschreven door het onderhavige reglement, kan verlengd worden in geval van herhaling binnen de 24 maanden die volgen op de oplegging van de sanctie.

§5. Bij gebrek aan betaling van de administratieve boete, zal er, op door de gerechtsdeurwaarder betekend dwangbevel, bewarend beslag kunnen gelegd worden op de bezittingen van de overtreder, bijvoorbeeld door op zijn voertuig een wielklem te plaatsen.

Hoofdstuk II – De bemiddeling en de gemeenschapsdienst

Art. 7. Indien een inbreuk op het onderhavige reglement het onderwerp kan uitmaken van een administratieve boete, kan de sanctionerende ambtenaar beslissen om aan de overtreder een bemiddelingsprocedure voor te stellen, in dezelfde hoedanigheid als een gemeenschapsdienst, als alternatief voor de boete.

Hij is verplicht een bemiddelingsprocedure voor te stellen indien de overtreder een minderjarige is die de leeftijd van 16 jaar bereikt heeft.

De lokale bemiddelingsprocedure is een middel om, dankzij de tussenkomst van een bemiddelaar, aan de overtreder de kans te bieden de veroorzaakte schade te herstellen of te vergoeden of om het conflict bij te leggen. De bemiddeling moet uitgevoerd worden binnen een termijn van één jaar vanaf de pleging van de feiten.

De lokale bemiddelingsdienst, genaamd de GAS-bemiddelingsdienst (gemeentelijke administratieve sancties), zorgt voor de omkadering van de procedure inzake lokale bemiddeling en gemeenschapsdienst en staat de sanctionerende ambtenaar bij in de toepassing van deze procedures.

De gemeenschapsdienst mag niet langer duren dan 30 uren indien de overtreder meerderjarig is en 15 uren indien de overtreder een minderjarige is die de leeftijd van 16 jaar bereikt heeft.

De dienst moet uitgevoerd worden binnen een termijn van 6 maanden vanaf de datum van de kennisgeving van de beslissing van de sanctionerende ambtenaar indien deze dienst plaatsvindt buiten het kader van de bemiddeling.

Art. 8. Indien de overtreder een minderjarige is die de leeftijd van 14 jaar bereikt heeft, wordt een procedure van ouderlijke betrokkenheid voorzien, voorafgaand aan het aanbod tot bemiddeling, tot gemeenschapsdienst of desgevallend de oplegging van een administratieve boete.

In het kader van deze procedure informeert de sanctionerende ambtenaar de vader en moeder, de voogd of de personen die de hoede hebben over de minderjarige, over de vastgestelde feiten en verzoekt hij hen om hun mondelinge of schriftelijke opmerkingen over deze feiten mee te delen en de eventueel te nemen opvoedkundige maatregelen. Hij kan hiertoe een ontmoeting vragen met de vader en moeder, de voogd of de personen die de minderjarige onder hun hoede hebben en deze laatste.

Na de in de vorige alinea bedoelde opmerkingen te hebben ontvangen en/of de minderjarige overtreder, zijn vader en moeder, zijn voogd of de personen die er de hoede over uitoefenen te hebben ontmoet, en indien hij tevreden is over de opvoedkundige maatregelen die door deze laatsten werden voorgesteld, kan de sanctionerende ambtenaar de zaak in deze fase afsluiten ofwel de administratieve procedure opstarten.

Art. 9. Wanneer een minderjarige verdacht wordt van een inbreuk die bestraft wordt met de administratieve boete en de administratieve procedure in gang werd gezet, brengt de overheid die bevoegd is om de sanctie op te leggen de stafhouder van de orde van advocaten hiervan op de hoogte zodat ervoor gezorgd wordt dat de betrokkene bijgestaan kan worden door een advocaat.

Naast de advocaat mogen de vader en moeder, de voogd of de personen die de minderjarige onder hun hoede hebben de minderjarige begeleiden tijdens de bemiddeling en de gemeenschapsdienst.

Art. 10. Wanneer de sanctionerende ambtenaar het welslagen van de bemiddeling of de gemeenschapsdienst

vaststelt, kan hij geen administratieve boete meer opleggen.

In geval van weigering van het aanbod of het falen van de bemiddeling kan de sanctionerende ambtenaar een gemeenschapsdienst voorstellen ofwel een administratieve boete opleggen.

Hoofdstuk III – De openbare netheid en gezondheid

Afdeling 1. Netheid van de openbare ruimte

Art. 11. §1. §1. Het is verboden, om het even welke manier, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men het toezicht of het zeggenschap heeft, de volgende zaken te bevuilden:

ieder voorwerp van algemeen nut of ieder voorwerp voor de versiering van de openbare ruimte;

ieder onderdeel van het straatmeubilair;

galerijen en doorgangen op private grond, die voor het publiek toegankelijk zijn;

openbare gebouwen en privé-eigendommen, met inbegrip van gevels, muurtjes, hek-ken en andere bouwelementen die aan de openbare ruimte grenzen;

voertuigen van derden.

§2. De personen die het toezicht of het zeggenschap hebben over een hond moeten de uitwerpselen ervan op de gepaste wijze opruimen in de openbare ruimte, met inbegrip van squares, parken, groene ruimtes van de straten en openbare tuinen, met uitzondering van uitwerpselen die achtergelaten worden op de speciaal hiervoor ingerichte plaatsen (de "hondentoiletten").

De meester of hoeder van het dier moet steeds een zakje of een gelijkaardig voorwerp bij zich hebben om de uitwerpselen in vuilnisbakken te kunnen gooien langs de openbare weg of op de plaats waar het dier wordt uitgelaten. Dit zakje of gelijkaardig voorwerp moet op vraag van een gemachtigde persoon of de politie getoond worden.

§3. Ieder die de bovenvermelde bepalingen heeft overtreden moet onmiddellijk zorgen voor de schoonmaak, zoniet zal de gemeente het doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 12. §1 De verkopers van voedingswaren die onmiddellijk en buiten worden verbruikt, dienen het nodige te doen opdat hun klanten de openbare ruimte rond hun handel niet vervuilen. Ze moeten op eigen kosten in de omgeving van de verkoopplaats een door de dienst openbare netheid goedgekeurde vuilnisbak plaatsen.

§2. Bovendien, de vestigingen die behoren tot de activiteitensector van hotel, restaurant en café (horeca) hebben de plicht op hun kosten, op de gevel of in de rechtstreekse nabijheid van de toegang van hun vestiging, een asbak te plaatsen.

Art. 13. Het is verboden te urineren of zijn behoeften te doen in de openbare ruimte of in galerijen en passages op privé-terrein die voor het publiek toegankelijk zijn, behalve in de daartoe bestemde plaatsen.

Het is verboden te spuwen op een openbare plaats of een voor het publiek toegankelijke plaats.

Het is verboden sigarettenpeuken op een openbare plaats te gooien of er asbakken leeg te maken.

Afdeling 2. Veiligheid en hygiëne van doorgangen, voetpaden, eigendommen en hun omgeving

Art. 14. §1. De doorgangen, trottoirs en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen, evenals gevels, scheidingsmuurtjes, hekken en bouwelementen die aan de openbare ruimte grenzen, moeten onderhouden en in goede staat gehouden worden.

Die verplichting berust:

voor bezette woongebouwen: op de eigenaren, huisbewaarders, syndici, verantwoordelijken van raden van beheer, personen die speciaal belast zijn met het dagelijkse onderhoud ervan of deze aangeduid door een huishoudelijk reglement; bij ontstentenis van voornoemde personen zal de verplichting hoofdelijk ten laste vallen van de bezetters;

voor gebouwen zonder woonfunctie: op de conciërges, portiers, bewakers of de personen die belast zijn met

het dagelijkse onderhoud van de gebouwen, of, bij gebrek eraan, aan de huurders of bezetters; voor leegstaande gebouwen of onbebouwde terreinen: op iedere houder van een zakelijk recht op het gebouw of op de huurders of bezetters.

Deze verplichting omvat onder andere de verwijdering van tags en graffiti, het uittrekken van onkruid en wilde begroeiing, alle herstellingen en het schoonmaken van de grondvierkanten aan de voet van de bomen die zich op het trottoir bevinden alsook de grasstrook dat zich op de trottoirs bevindt en het behoud van de goede staat van de trottoirs en de bermen

§1 bis. De zakken met huishoudelijk huisvuil, neergezet op de openbare ruimte, moeten uit voorzorgsmaatregelen, beschermd worden tegen de aanvallen van wilde dieren.

Daartoe is het, op het gemeentelijk grondgebied van Oudergem, toegelaten harde vaten met een capaciteit van 80 liter, van een verharde rond vat in vaasvorm, met een hoogte van +/- 50cm te gebruiken. Dit vat zal voor de ophaling voorgesteld worden zonder deksel.

In het geval van appartementgebouwen, mogen de zakken voorgesteld worden, voor de ophaling, in vaten met een capaciteit van 1.100 liter, erkend door de ophalers.

Zal gestraft worden met een administratieve boete van maximum 350 €, ieder die de bepalingen van het huidig reglement overtreedt.

De administratieve boete mag echter nooit hoger zijn dan 175 euro indien de feiten werden gepleegd door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben.

§2. Dezelfde personen moeten de niet betegelde gedeelten van de voetpaden in een perfecte staat van nivellering en netheid behouden door over te gaan tot de noodzakelijke aanlegwerken en door de verwijdering van de plantengroei en de vuilnis.

Voetpaden en bermen mogen enkel schoongemaakt worden op de meest aangewezen tijdstippen om de veilige en gemakkelijke doorgang en de openbare rust niet in het gedrang te brengen.

Onder voetpad verstaat men de doorgaans ten opzichte van de rijweg verhoogde berm die langs de rooilijn gelegen is en voor voetgangers is bestemd. De berm is de ruimte of het gedeelte van de weg dat niet in de rijweg is begrepen.

§3. Het is verboden voor aannemers van bouwwerken en vervoerders de openbare weg in de omgeving van hun werven of hun laad- en losplaatsen met voorwerpen of vuil te belemmeren.

Dit verbod is ook van toepassing op de opdrachtgevers van deze aannemers.

Onverminderd de toepassing van een administratieve boete van maximum 350 euros moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde te brengen, zoniet houdt de gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 15. De goede staat van onbebouwde terreinen, van onbebouwde gedeelten van eigendommen en van volledig of gedeeltelijk gebouwd gebouwen moet op ieder moment verzekerd zijn door de in artikel 14 §1 bedoelde personen, wat inhoudt het verbod om hinderlijke of schadelijke goederen of voorwerpen die de openbare veiligheid of gezondheid kunnen schaden, op te hangen, weg te gooien, achter te laten of te laten staan.

Het is verboden om puin en afval neer te leggen op de terreinen en gedeeltes van eigendommen, bedoeld in de vorige alinea.

Afdeling 3. Wateringen, waterwegen, leidingen

Art. 16. Het is verboden de leidingen voor de afvoer van regen - of afvalwater te versperren.

Art. 17. Behoudens voorafgaande vergunning is het verboden om de riolen in de openbare ruimte te ontstoppen, schoon te maken, te herstellen of er aansluitingen op aan te brengen.

Het verbod is niet van toepassing op de vrijmaking van kolken als de minste vertraging de aangrenzende eigendommen schade zou kunnen berokkenen en voor zover er niets wordt gedemonteerd of uitgegraven.

Art. 18. Het is verboden water van gelijk welke aard, afkomstig van al dan niet bebouwde eigendommen, op

de openbare ruimte te laten afvloeien, behalve met de toelating van het college van burgemeester en schepenen.

Het regenwater moet, indien dat technisch mogelijk is, rechtstreeks van het dak van een woning naar een riool, naar een bezinkput of via een waterspuwer naar de straatgoot worden geleid.

Art. 19. Het is verboden het ijs op stilstaand water en waterwegen, riolen en rioolkolken te vervuilen door er voorwerpen, substanties of dode of levende dieren op te werpen of te gieten.

Art. 20. Het is verboden te baden in rivieren, kanalen, vijvers, bekkens, fonteinen, er dieren in te laten baden of er eender wat in te gooien, te wassen of onder te dompelen.

Afdeling 4. Verwijdering van bepaalde afvalstoffen

Art. 21. Het gebruik van containers die door het gemeentebestuur of met diens goedkeuring op het openbare domein worden geplaatst, is strikt voorbehouden aan de personen en voorwerpen die het heeft vastgesteld. Het is verboden er andere voorwerpen of vuilnis in te deponeren.

Het is eveneens verboden in de openbare vuilnisbakken huishoudelijk afval te gooien dat niet afkomstig is van een onmiddellijke consumptie op de openbare weg, eveneens assen en puin.

De door de gemeente voorbehouden plaatsen voor groenafval zijn enkel voorbehouden aan de bewoners van de gemeente of van de eventueel geassocieerde gemeenten.

Het storten van groenafval door beroepstuiniers is er verboden.

Onder groenafval verstaat men het afval afkomstig van het onderhoud van tuinen en groene ruimten of composteerbaar of biologisch afbreekbaar huishoudafval, uitgezonderd het recycleerbare afval waarvoor collectieve ophalingen gebeuren.

Art. 22. De natuurlijke of rechtspersonen die een overeenkomst hebben afgesloten met een bedrijf voor de verwijdering van hun afval, behalve huishoudafval, moeten in die overeenkomst de dagen en uren van de ophaling bepalen. Ze dienen er tevens over te waken dat de zakken of houders met dit afval geen bron van overlast of bevuilding kunnen vormen en dat ze geen dieren kunnen aantrekken.

Wanneer de in de eerste alinea bedoelde ophaling 's morgens plaatsvindt, dienen de zakken te worden klaargezet op de vooravond van de ophaling na 18 uur of de dag zelf, vóór de komst van de vrachtwagen.

Wanneer de ophaling 's avonds plaatsvindt, dienen de zakken of vuilnisbakken te worden klaargezet de dag zelf na 18 uur en vóór de komst van de vrachtwagen.

Het gemeentebestuur kan de uren van de ophaling van de zakken of de huisvuilbakken wijzigen zoals voorzien in alinea 2 van het huidig reglement indien deze niet overeenkomen met de voorschriften die voortvloeien uit de veiligheid, de rust, netheid of de volksgezondheid.

Afdeling 5. Onderhoud en schoonmaak van voertuigen

Art. 23. Het is verboden in de openbare ruimte het onderhoud, de smering, olieverversing of herstelling van voertuigen of stukken van deze voertuigen uit te voeren, met uitzondering van een reparatie vlak na het optreden van het defect voor zover het gaat om zeer beperkte ingrepen om het voertuig in staat te stellen zijn weg voort te zetten of weggesleept te worden.

Het wassen van voertuigen, met uitzondering van voertuigen voor het al dan niet bezoldigde goederenvervoer of gezamenlijke vervoer van personen, is toegelaten in de openbare ruimte op tijdstippen van de dag die het best verenigbaar zijn met de veilige en gemakkelijke doorgang en de openbare rust; het mag in geen geval tussen 22 uur en 7 uur gebeuren.

Het wassen en schoonmaken mag enkel plaatshebben voor het gebouw waar de eigenaar van het voertuig woont of voor diens garage.

De producten en het gereedschap voor het herstellen of het wassen van het voertuig moeten zorgvuldig bijgehouden worden, zodat de doorgang van de voetgangers en de weggebruikers niet wordt gehinderd.

Afdeling 6. Vuur, rook en geur

Art. 24. Het is verboden de buurt te storen met rook, geuren of uitwasemingen, alsook met stof of

projectielen van eender welke aard.

De verantwoordelijke zal onmiddellijk de maatregelen nemen die zijn voorgeschreven door de bevoegde overheid.

Onverminderd het eerste lid zijn barbecues toegelaten in private tuinen en enkel als er gebruik wordt gemaakt van vaste of mobiele barbecuestellen.

Elk voertuig of aanhangwagen beladen met afval, dat voor rotting vatbaar is, moet onmiddellijk worden voorzien van een dekzeil zodat het afval aan het zicht onttrokken wordt, geen geur uitwasemt en zich niet kan verspreiden.

Afdeling 7. Overnachting en kamperen

Art. 25. Behoudens vergunning is het op het hele grondgebied van de gemeente en op iedere plaats van de openbare ruimte verboden langer dan 24 uur achtereens te verblijven of te slapen in een wagen, een caravan of een daartoe ingericht voertuig, of er te kamperen.

Zonder de voorafgaande en schriftelijke toelating van de bevoegde overheid mogen nomaden, ker misexploitanten of reizigers op doortocht met hun wagen, kermiswagens of caravans niet op het grondgebied van de gemeente verblijven.

Het is eveneens verboden meer dan 24 uur achtereens op een privé-terrein te verblijven in een mobiel onderkomen zoals een woonaanhangwagen, een caravan of een motorhome, behoudens vergunning.

Het college van Burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de vergunning uitspreken als de houder de daaraan verbonden voorwaarden niet naleeft.

Afdeling 8. Strijd tegen schadelijke dieren

Art. 26. Het is verboden in de openbare ruimte en op openbare plaatsten zoals parken en tuinen eender welke materie voor de voeding van zwervende dieren of vogels achter te laten, te deponeren of te werpen, met uitzondering van voedsel voor vogels bij vriesweer, voor zover dit de gezondheid of de rust van de buurt niet in gevaar kan brengen.

De eigenaars, beheerders of huurders van gebouwen moeten de plaatsen waar rondzwervende dieren of duiven nesten zouden kunnen bouwen permanent afdichten, alsook vervuilde gebouwen doen schoonmaken en ontsmetten.

Afdeling 9. Preventiemaatregelen

Art. 27. De toegang tot cabines, stortbaden of zwembaden en sportinrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, is verboden voor personen:

die klaarblijkelijk onzindelijk zijn;

die met ongedierte besmet zijn;

die lijden aan een besmettelijke ziekte of een wonde die nog niet geheeld of met een verband bedekt is, dan wel een huidziekte die met uitslag gepaard gaat.

Art. 28. Het is verboden personen die aan een besmettelijke ziekte lijden te vervoeren of te doen vervoeren met een ander vervoermiddel dan een speciale ziekenwagen.

Afdeling 10. Aanplakking

Art. 29. § 1. Onverminderd de bepalingen van het Gewestelijk Stedenbouwkundig Reglement is het verboden affiches, pamfletten, vlugschriften, pijlen of zelfklevers aan te brengen of te laten aanbrengen in de openbare ruimte en op haar aanhorigheden zoals het stadsmeubilair, inclusief op bomen, planten, bordes, topgevels, gevels, muren, afsluitingen, steunen, palen, paaltjes, metselwerk, monumenten en andere voorwerpen die zich langs de openbare weg of in de onmiddellijke omgeving ervan bevinden zonder de voorafgaande toelating, of zonder zich te schikken naar de bepalingen die de burgemeester in de vergunningsakte heeft vastgesteld.

Het College van Burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of de administratieve

intrekking van de vergunning uitspreken als de houder de daaraan verbonden voorwaarden niet naleeft.

§ 2. Onverminderd de politieverordeningen van de Gouverneur van het administratieve arrondissement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kunnen de verkiezingsaffiches op de door het college van burgemeester en schepenen aangeduide plaatsen aangebracht worden, volgens de voorwaarden die het vaststelt.

§ 3. Alle middelen, bedoeld in §1, die in strijd met het onderhavige reglement aangeplakt worden, zullen ambtshalve verwijderd worden door de gemachtigde personen of door de politie, op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 30. Met uitzondering van de gevallen, bedoeld in 29§3, aangehaald zijn, is het verboden de affiches of zelfklevers te bevuilen, bedekken, beschadigen of vernielen, ongeacht of ze al dan niet met de toelating van de overheid werden aangebracht.

Afdeling 11. Sancties

Art. 31. Onverminderd de eventuele administratieve sanctie uitgesproken door het college van Burgemeester en schepenen in de in onderhavig hoofdstuk voorziene gevallen, wordt ieder die de bepalingen van de artikelen van onderhavig hoofdstuk overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximum 350 €.

De administratieve boete mag echter nooit hoger zijn dan 175 euro indien de feiten werden gepleegd door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben.

Hoofdstuk IV – De openbare veiligheid en de vlotte doorgang

Afdeling 1. Samenscholingen, betogingen, optochten

Art. 32. Behoudens de in volgend artikel beoogde vergunning is het verboden op de openbare ruimte samenscholingen die het verkeer van voertuigen of voetgangers kunnen storen, te veroorzaken of eraan deel te nemen.

Art. 33. Iedere samenscholing, betoging, animatie of optocht – van welke aard die ook zij – in openbare ruimtes of galerijen en passages op voor het publiek toegankelijk privé-gebied, is onderworpen aan de vergunning van de Burgemeester.

De vergunningsaanvraag moet minstens tien werkdagen voor de voorziene datum schriftelijk aan de burgemeester gericht worden en moet de volgende elementen bevatten:

de naam, het adres en het fax- telefoonnummer van de organisator(en);

het voorwerp van het evenement en de nauwkeurige beschrijving ervan, met, desgevallend, opgave van:

- de plaatsing van voorlopige installaties of bouwsels zoals klank- of versterkings- installaties, generatoraggregaten, podiums, tenten en/of circustenten, kramen, aanhangwagens of containers voor de verkoop van dranken en/of lichte maaltijden;
- een liggingplan, met de ligging van die voorlopige installaties of bouwsels;
- de maatregelen die genomen werden voor de sanitaire en/of medische verzorging van de deelnemers, zoals zorgposten, eerste hulp ploegen, ziekenwagen, ...;
- de datum en het tijdstip voor de bijeenkomst;
- de plaats van de bijeenkomst;
- het vertrekur;
- de geplande route;
- de voorziene plaats en tijdstip voor het einde van het evenement en in voorkomend geval de ontbinding van de optocht;
- of er een meeting wordt gehouden bij de afsluiting van het evenement;

- de raming van het aantal deelnemers en de voorziene vervoermiddelen;
- de door de organisatoren voorziene ordemaatregelen.

Het college van burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de vergunning uitspreken indien diens houder de daaraan verbonden voorwaarden niet naleeft.

Afdeling 2. Hinderlijke of gevaarlijke bedrijvigheden in en buiten openbare ruimten die naar openbare veiligheid schaden

Art. 34. Het is verboden in openbare ruimten, in voor het publiek toegankelijke plaatsen en in privé-eigendommen over te gaan tot een bedrijvigheid die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen, zoals:

1. voorwerpen gooien, stoten of lanceren, behoudens voorafgaande machtiging van de bevoegde overheid; deze bepaling is niet van toepassing op de sportdisciplines en spelen die in aangepaste installaties worden verricht, noch op darts of jeu-de-boules op andere plaatsen dan in de openbare ruimte; balspelen zijn toegestaan op de openbare weg op door de Burgemeester bepaalde plaatsen en de spelers dienen zich te schikken naar de aanduidingen van de politie.
2. gebruik maken van vuur- of drukluchtwapens, uitgezonderd in schietstanden die daartoe een vergunning hebben of in schietkramen op kermissen;
3. gebruik maken van vuurwerk, behoudens vergunning van de bevoegde overheid; deze vergunning is onderworpen aan het meedelen van de volgende gegevens:
 - de gegevens van de vuurwerkleider;
 - de lijst van de verschillende types en kalibers van het vuurwerk en de duur van het afschieten;
 - de plaats van de afschietzone of zones en de afbakening van de veiligheidzone;
 - het verwachte aantal toeschouwers;
 - de plaatsing van afsluitingen, podiums of tribunes, stoelen;
4. klimmen op afsluitingen, in bomen, op palen, constructies of allerhande installaties;
5. gewelddadige of lawaaierige spelen of oefeningen doen;
6. allerhande werken verrichten, behoudens vergunning van de bevoegde overheid;
7. artistieke prestaties leveren, behoudens vergunning van de bevoegde overheid.
8. alle schadelijke stoffen en preparaten te vervoeren of te laten vervoeren waarvan de oorsprong, de aard, de bestemming, evenals de actiemiddelen om deze te neutraliseren niet gekend zijn door de vervoerder;
- 8bis. zonder noodzaak of zonder verlof van het college van de burgemeester en schepenen straten, pleinen of enig ander deel van de openbare weg belemmeren, hetzij door er materialen, steigers of om het even welke andere voorwerpen achter te laten, hetzij door er uitgravingen te doen;
9. nalaten te zorgen voor de verlichting van de materialen, steigers of om het even welke andere voorwerpen, die op de straten, pleinen of andere delen van de openbare weg afgezet achtergelaten worden of voor de verlichting van de gedane uitgravingen;
10. de dood of een zware verwonding van dieren, die aan een ander toebehoren, veroorzaken door dieren te laten loslopen, of door de snelheid, het foute sturen of het overbelasten van voertuigen;
11. onopzettelijk, door onvoorzichtigheid of gebrek van voorzorg, of opzettelijk dezelfde schade veroorzaken door het behandelen of gebruiken van wapens of door het werpen van harde lichamen of van om het even welke stoffen;
12. op de openbare weg zaken gooien, blootstellen of achterlaten die schade kunnen veroorzaken door hun val of ongezonde uitwasemingen.

Wapens, munitie, vuurwerk, dieren of om het even welk voorwerp dat gebruikt werd in strijd met bovenvermelde bepalingen, worden in beslag genomen.

Art. 35. Het is aan ieder persoon die op de openbare ruimte een activiteit uitoefent, ongeacht of hij al dan niet een vergunning heeft gekregen:

- de toegang tot openbare of private gebouwen te belemmeren;
- zich dreigend op te stellen;
- de doorgang van voorbijgangers te verhinderen;
- deze activiteit op de rijweg uit te oefenen.
- ontorende of immorele vormen van vermaak te organiseren.

In geval van overtreding van onderhavig artikel kan de politie de activiteit onmiddellijk doen stopzetten. Het college van burgemeester en schepenen kan in voorkomend geval overgaan tot de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de vergunning.

Art. 36. Onverminderd de bepalingen van de wegcode, is het gebruik van steps, rolschaatsen, skateboards of sleeën slechts toegelaten mits de veiligheid van de voetgangers noch de vlotte doorgang niet in het gedrang te brengen. De bevoegde overheid kan het echter verbieden op de plaatsen die zij bepaalt.

Art. 37 §1. Behoudens voorafgaande vergunning van de bevoegde overheid geldt er in openbare ruimte en op openbare plaatsen een verbod voor:

- inzamelingen en inzamelingen door middel van verkoop;
- vermakelijkheden zoals fuiven, bals, tentoonstellingen, spektakels of feestverlichtingen,
- handelsbeurzen of tentoonstellingen;
- de consumptie van alcoholhoudende dranken, zuiver of gemengd, of van elk ander product waarvan de consumptie tot gevolg kan hebben dat de gebruiker de beheersing van daden verliest noodzakelijk om zijn eigen veiligheid of de veiligheid van de personen met wie hij in contact is te garanderen of waarvan de consumptie tot gevolg kan hebben dat de gebruiker zich vijandig, lawaaierig of verstorend gedraagt tegenover weggebruikers of burenen.

§2. De vergunningsaanvragen moeten ingediend worden binnen de tien werkdagen voorafgaand aan de activiteit.

De volgende gegevens moeten er aan toegevoegd worden:

- het aantal deelnemers of toeschouwers;
- de aard van de voorziene inrichtingen;
- de beschrijving van de voor de decoratie voorziene materialen;
- het eventuele gebruik van kook- of verwarmingstoestellen, met opgave van het soort brandstof;
- de plaatsing van veiligheidsvoorzieningen, zoals noodverlichting, aanwijzingspicto-grammen, draagbare blustoestellen, ...
- de maatregelen die genomen werden om de bewaking van de betrokken ruimten, de veiligheid van de personen en de evacuatie van de aanwezige personen te verzekeren bij een voorval of een ramp.

Art. 38. Onverminderd de andere bij onderhavig reglement voorziene bepalingen mag niemand, ook niet tijdelijk, goederen uitstallen in de openbare ruimte zonder voorafgaande vergunning van de bevoegde overheid.

Art. 39. De personen die optreden als krantenjongen, verkoper of verdeler van kranten, publicaties, tekeningen, gravures, advertenties en allerhande drukwerken in straten en andere openbare plaatsen, mogen zonder vergunning geen materieel gebruiken voor de uitoefening van die activiteit, behalve voor wat betreft de voor de gemeente voorbehouden standplaats op de openbare markt.

De verdeling van kranten, publicaties, tekeningen, gravures, advertenties en allerlei drukwerk mag de openbare orde en reinheid niet verstoren. De verdelers moeten het drukwerk oprapen dat door het publiek op de grond gegooid zou worden.

Behalve met de uitdrukkelijke en voorafgaande toelating van de burgemeester is het verboden pamfletten op voertuigen aan te brengen.

Het is aan krantenjongens, verkopers of verdelers van kranten, documenten, drukwerken of reclame verboden:

- stapels kranten, documenten, enz. achter te laten op de openbare weg of op dorpels en vensterbanken van gebouwen
- reclame of drukwerk op voertuigen te plaatsen;
- voorbijgangers aan te klampen, te volgen of lastig te vallen.

Het college van burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de vergunning uitspreken als diens houder de daaraan verbonden voorwaarden niet naleeft of als hij een bepaling van onderhavig artikel schendt.

Art. 40. Het is verboden buiten de zalen voor spektakels of concerten en plaatsen voor sportbijeenkomsten of gemakkelikheden, de voorbijgangers op de openbare weg aan te klampen om hun toegangskaarten te koop aan te bieden of om hun uit te leggen hoe ze er zich kunnen aanschaffen.

Het is eveneens verboden voor handelaars of restauranthouders alsook voor personen die ze tewerkstellen, cliënten aan te spreken of te roepen teneinde ze aan te sporen om naar hun zaak te komen.

In geval van overtreding tegen de bepalingen van onderhavig artikel kan het college van burgemeester en schepenen de administratieve sluiting van de zaak uitspreken, of in voorkomend geval de administratieve schorsing of intrekking van diens vergunning.

Art. 41. §1. Het is verboden op welke manier dan ook ieder door de gemeentelijke overheid op de openbare weg toegelaten concert, spektakel, evenement, vermaak of bijeenkomst te storen.

De toegang tot de scène, de piste of het terrein is verboden voor ieder die er niet om dienstredenen hoeft te zijn.

Het is aan het publiek van spektakel-, feest-, concert- of sportzalen verboden:

- a) zich op de scène, de piste of het terrein te begeven zonder daar vanwege de artiesten, beoefenaars of organisatoren een uitnodiging of toelating voor te hebben gekregen, alsook zich toegang te verschaffen tot de private delen van de inrichting of tot degene die aan de artiesten of sportlui voorbehouden zijn;
- b) de artiesten toe te roepen of toe te schreeuwen of het spektakel, feest of concert op een andere manier te verstoren;
- c) voorwerpen die door het vallen of op een andere manier het publiek, de acteurs of de beoefenaars kunnen storen, achter te laten op de balkons en leuninggen of ze daaraan te bevestigen.

§2. Indien een gebeurtenis of manifestatie, die is aangekondigd met behulp van affiches, moet worden gewijzigd voor wat betreft het uur waarop de deuren worden geopend, wordt deze wijziging vooraf aangekondigd door affiches die binnen en/of buiten de plaats, waar deze plaatsvindt, worden aangebracht.

Afdeling 3. Plaatsen van torenkranen

Art. 42. Iedere plaatsing van een torenkraan is onderworpen aan de voorafgaande vergunning van de burgemeester.

Onverminderd de reglementaire voorschriften inzake stedenbouw, leefmilieu en arbeidsbescherming, is het vereist:

1. vóór iedere ingebruikname van een torenkraan en telkens als het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming het opmaken van een controleverslag vereist, een fotokopie van dit document, opgesteld door een erkende instelling, naar het college van burgemeester en schepenen op te sturen, binnen een termijn van drie weken vóór het opstellen of het opnieuw opstellen ervan;
2. vóór iedere ingebruikname van een torenkraan, de concessiehouders van inrichtingen boven of onder de

- openbare weg over de bouwplaats in te lichten en binnen een termijn van drie weken vóór de montage een bewijs daarvan naar het college van Burgemeester en schepenen op te sturen;
3. ieder gebruik van een torenkraan te onderwerpen aan het voorleggen van een plan van de bouwplaats, in twee exemplaren, met alle nuttige aanduidingen en kenmerken van het tuig, met inbegrip van de benodigde ruimte en de draaicirkel van de arm;
 4. dat torenkranen een stabiele grondbasis hebben om het omvallen ervan te vermijden. Op rails gemonteerde torenkranen moeten bovendien aan die rails bevestigd worden en de rails moeten op hun beurt stevig in de grond verankerd worden om uitrukken te voorkomen;
 5. dat de torenkraan, naarmate de bouw vordert, hetzij in het gebouw opgenomen wordt, hetzij degelijk op verschillende plaatsen verankerd wordt;
 6. dat de gebruikers alle gepaste maatregelen nemen opdat de stabiliteit van de torenkraan niet zou verminderen wanneer deze zich in draaistand bevindt en dat deze geen ongecontroleerde bewegingen kan maken;
 7. dat de vervoerde materialen, indien deze poedervormig of vloeibaar zijn of zich kunnen verspreiden, opgeborgen worden in containers zodat er niets op het openbare domein, in de private eigendommen of binnen de met paalwerk omheinde ruimte kan vallen. De omheining moet zo nodig op bevel van een overheidsbeambte verwijderd worden bij de dagelijkse sluiting van de bouwplaats;
 8. dat vóór de ingebruikname van de torenkraan op het politiecommissariaat een lijst wordt ingediend met de namen, adressen en telefoonnummers van de aannemer, de ingenieur of bevoegde technicus alsook een lid van het kraanpersoneel, dat te allen tijde snel bereikt kunnen worden, zowel overdag als 's nachts. Een kopie van deze lijst dient buiten aan de bouwplaats te worden aangeplakt te worden.
 9. dat de aannemer gedekt wordt inzake burgerlijke aansprakelijkheid voor door het gebruik van de torenkraan aan derden, zowel op de bouwplaats als daarbuiten veroorzaakte ongevallen.

Art. 43. In geval van overtreding van de bepalingen van voorgaand artikel kan het college van burgemeester en schepenen de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de vergunning uitspreken.

Afdeling 4. Privatieve ingebruikneming van de openbare ruimte

Art. 44. §1. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw is het verboden:

Privatief de openbare weg op het niveau van de begane grond, erboven of eronder, te bezetten, zoals een vastgehecht, aangehaakt, opgehangen, geplaatst of achtergelaten voorwerp;

Op hoge delen van gebouwen of tegen huisgevels voorwerpen te plaatsen die bij vallen schade kunnen veroorzaken, ook al steken ze niet uit over de openbare weg

Zijn vrijgesteld van deze bepaling: de voorwerpen die geplaatst werden op vensterbanken en vastgehouden worden door een stevig bevestigde en niet uitstekende voorziening, evenals vlaggenstokken.

§2. Behoudens toelating van het College van Burgemeester en Schepenen is het verboden aan elke persoon die zich op de openbare weg bevindt de doorgang van de voorbijgangers te belemmeren door het neerzetten of achterlaten van eender welk roerend goed, zoals bagage, huishoudelijk afval, bouwoverschot, voertuigen, enz.

Het begrip belemmering van de doorgang is namelijk gedefinieerd door de volgende gedragingen :

- aan de voetgangers, op elke plaats waar hun doorgang is toegelaten, geen breedte van minder dan een meter vijftig te laten of geen andere breedte gedefinieerd door de bevoegde overheden in functie van specifieke toestanden in sommige plaatsen, of hen het overbruggen of het beklimmen van hinderlijke voorwerpen opdringen ;

- aan de voertuigen die rijden op de weg, geen breedte van minstens 3 meter, of geen andere breedte nodig

voor de doorgang van spoedvoertuigen in functie van specifieke toestanden aan sommige plaatsen, of voorwerpend op de openbare weg laten slingeren die een schade aan een voertuig dat rijdt kan veroorzaken;

- de fietspaden belemmeren zodat het voor de fietsers niet meer mogelijk is om er te rijden zonder gevaar;
- de toegang tot bebouwde of niet-bebouwde gebouwen verhinderen of de toegang te beperken onder de hierboven opgegeven metingen voor de voetgangers, fietsers en voertuigen.

§3. Het is verboden buiten woningen, op of boven de openbare weg, doeken, linnen en andere voorwerpen uit te spreiden of te drogen te hangen.

§4. Behoudens schriftelijke toelating van de Burgemeester is het verboden caféterrassen, stoelen, banken, tafels, kramen, windschermen en andere voorwerpen op trottoirs en op de openbare weg te plaatsen.

De daartoe benodigde toelating kan door de burgemeester worden verleend volgens de voorwaarden die hij bepaalt. Zij zal slechts van kracht worden na betaling van de desbetreffende heffing.

De toelating zal de door de betrokkene na te leven bijzondere voorwaarden nader omschrijven. De toegang tot handelszaken of tot ingangen van gebouwen en tot deksels van bezoekkamers van kranen van het stadswaternet en de luiken van de kleppen of afsluiters van het aardgasnet mag op geen enkele wijze worden gehinderd.

§ 5. Onverminderd de bepalingen van artikel 80.2 van de wegcode mag geen enkel voorwerp, zelfs gedeeltelijk, de zaken van openbaar nut verbergen waarvan de zichtbaarheid volledig moet verzekerd zijn. Geen enkel voorwerp mag dus, ook al was dat maar gedeeltelijk, de deuren of ramen van gebouwen langs de openbare weg verbergen.

§6. Voorwerpen die in strijd met onderhavig artikel zijn geplaatst, vastgehecht of opgehangen, dienen op het eerste politieverzoek verwijderd te worden. Zo niet zal daar ambtshalve toe worden overgegaan op kosten en risico van de overtreder.

Het college van Burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de vergunning uitspreken als diens houder de daaraan verbonden voorwaarden niet naleeft.

§7. Behoudens machtiging door de burgemeester is het aan bedrijven die voertuigen verhuren, herstellen of verkopen verboden zich systematisch parkeervakken op de openbare weg toe te eigenen. Eender welk voertuig dat als achtergelaten kan beschouwd worden, zal het voorwerp kunnen uitmaken van een beslissing tot wegslepen vanwege de Burgemeester, op kosten en risico van de overtreder.

§8. Op elke voor het publiek toegankelijke plek, ongeacht of die op het openbare dan wel privé-domein gelegen is, mag het stationeren van voertuigen of het, zelfs voorlopige, plaatsen van voorwerpen, het personen- en voertuigverkeer niet hinderen noch de toegangswegen of uitgangen van gebouwen belemmeren.

Dergelijke voorwerpen of voertuigen zullen moeten verplaatst worden op eerste bevel van de politie, die de storende voorwerpen of voertuigen zal mogen laten verplaatsen op kosten en risico van de eigenaar.

In ieder geval moeten de toegangen tot gebouwen zodanig zijn dat verkeer, plaatsen en manoeuvreren van het door de hulpdiensten gebruikte materieel mogelijk is.

De vereiste kenmerken zijn de volgende: vrije breedte 4 m; vrije hoogte: 4 m, draaicirkel: 11 m binnen en 15 m buiten; maximale helling: 6%; voldoende draagvermogen voor een voertuig van 13 ton per as.

Art. 45. Onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw is het verboden zonder vergunning van de bevoegde overheid spandoeken, wimpels of vlaggen op gevels van gebouwen te plaatsen of over de openbare weg te hangen zonder voorafgaande toelating van de Burgemeester.

Art. 46. Ieder die een vergunning of een recht heeft om stadsmeubilair uit te baten op het gemeentelijke grondgebied, moet dit regelmatig onderhouden.

Het college van Burgemeester en schepenen kan de uitbater op elk moment verplichten het stadsmeubilair te onderhouden waarvoor hij verantwoordelijk is, en dit binnen de termijn die het college bepaalt. Deze termijn kan niet minder dan vijftien dagen bedragen.

Wanneer een uitbater van stadsmeubilair niet ingaat op de vorderingen van het college, kan de gemeente in zijn plaats de gevraagde werken uitvoeren, en dit ten laste en op kosten van de uitbater.

Het college van Burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de exploitatievergunning uitspreken indien diens houder niet reageert op de hem gestuurde aanmaningen.

Art. 47. Indien, om welke reden dan ook, een persoon uit het huis dat hij/zij bewoont, wordt gedreven en diens meubels op de openbare weg worden gezet, moet deze persoon ze op het ogenblik van de uitzetting verwijderen.

Art. 48. De eigenaars of gebruikers van op daken of verhoogde gedeelten van gebouwen aangebrachte antennes, dienen er regelmatig de stabiliteit van te controleren.

Elke inrichting die niet gebruikt wordt moet verwijderd worden binnen de acht dagen na staking van het gebruik ervan

Art. 49. Bomen en beplantingen in private eigendommen moeten zodanig gesnoeid worden dat iedere tak die over de openbare weg hangt, zich op minstens 2,50 m. boven de bodem bevindt en dat het uiteinde ervan zich op minstens 0,50 m. afstand van de rijweg bevindt.

Indien bijzondere veiligheidsredenen dat vereisen, kan de politie andere maatregelen opleggen en de voorgeschreven werken dienen ten laatste acht dagen na de desbetreffende betekening verricht te worden. Indien er aan onderhavige bepaling geen gevolg wordt gegeven, zullen de werken door het bestuur verricht worden op kosten en risico van de in gebreke blijvende partij.

Art. 50. Het is verboden lange of omvangrijke voorwerpen van binnen een gebouw op de openbare weg te laten uitsteken zonder de nodige maatregelen te nemen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Dezelfde voorzorgsmaatregelen dienen in acht te worden genomen bij het openen van buitenblinden, beweegbare luiken of zonnegordijnen op het gelijkvloers wanneer het gebouw langs de rooilijn aan de openbare weg staat.

Wanneer de buitenblinden of beweegbare luiken open zijn, dienen ze met pallen of haken op hun plaats te worden gehouden.

De pallen en haken op het gelijkvloers dienen zodanig vastgehecht te zijn dat ze de voorbijgangers niet kunnen verwonden of de veiligheid niet in het gedrang kunnen brengen.

Art. 51. Ingangen van kelders en toegangen tot ondergrondse ruimten op de openbare weg mogen slechts geopend worden:

- gedurende de tijd die nodig is voor de handelingen waarvoor de opening vereist is;
- met inachtneming van alle maatregelen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Beide voorwaarden zijn cumulatief.

Afsluitingen, scheidingswanden, omheiningen of reclameborden, in de bodem verankerd of aan constructies vastgemaakt, moeten stevig bevestigd worden zodat ze niet kunnen omvallen.

Afdeling 4bis : Werven op de openbare ruimte

Art. 51bis. Behoudens met redenen omklede dringende noodzakelijkheid, waarbij de minste vertraging belangrijke schade aan bezittingen of personen zou veroorzaken of die de vlotte doorgang op de openbare weg belemmeren mag op, onder of boven de openbare weg geen enkel werk worden aangevat zonder voorafgaande toestemming van de Burgemeester.

In geval van dringende werken dienen de bouwheer, zijn aannemers en contractanten de verplichtingen na te komen die in artikel 51ter worden opgesomd.

Art. 51ter. Ten einde schade aan of vervuiling van het openbaar domein te vermijden, te verhinderen dat de

veiligheid of de mogelijkheid tot gebruik van de openbare ruimte onmogelijk wordt en elke verstoring van de openbare rust te vermijden moeten volgende algemene regels gerespecteerd worden door elke persoon die tussenkomt in de uitvoering, de conceptie, de leiding of het opzicht van de werf :

1. de werf wordt proper en ordelijk gehouden, met inbegrip van de omgeving, afsluitingen, en de voertuigen en werktuigen die gebruikt worden;
2. de werf, met inbegrip van de omliggende installaties, gronden en diverse producten, moet permanent geïsoleerd worden van de zones die voorbehouden zijn voor het verkeer van personen en voertuigen door middel van afsluitingen;
3. de parkeerplaatsen voor de werfvoertuigen moeten voorzien worden binnen de perimeter van de werf, erbuiten wordt geen enkele parkeermogelijkheid toegestaan;
4. buiten de werf is er geen enkele stockage toegestaan van materialen, puin, aanvulgrond of afval, met uitzondering van het leveren van materialen;
5. de werf moet beschermd worden tegen mogelijke schade;
6. de werf wordt constant aangeduid en dit op, een voor de gebruikers van de openbare ruimte, duidelijk zichtbare manier;
7. beplantingen en stadsmeubilair binnen de perimeter van en rond de werf worden degelijk beschermd, stammen en wortels van bomen worden voorafgaandelijk beschermd en dit tot op de nodige hoogte; wondes aan planten of hun wortels moeten verzorgd worden en de nodige maatregelen moeten voorzien worden om schade te vermijden ; beplantingen en stadsmeubilair moeten geïnventariseerd worden bij de aanvraag tot toelating en opgenomen worden in de plaatsbeschrijving voor de werken;
8. werven die per fase uitgevoerd worden moeten zodanig georganiseerd worden dat zulke uitvoering mogelijk is en dat na elke fase de oorspronkelijk toestand opnieuw beoogd wordt;
9. Werfvoertuigen en machines verplaatsen zich met respect voor beplantingen en stadsmeubilair en moeten vermijden dat er vuil op personen, gevels of andere terecht komt;
10. bevuilding van de openbare ruimte door de activiteiten van de werf worden onmiddellijk schoongemaakt;
11. behalve specifieke toelating van de Burgemeester, gemotiveerd door veiligheids- of mobiliteitsvoorschriften, mag geen enkele werf, die tussen 22 uur en 7 uur uitgevoerd wordt, zodanig veel lawaai maken dat de nachtrust van de omwonenden gestoord wordt.

Afdeling 5. Het gebruik van gevels van gebouwen

Art. 52. §1 Elke eigenaar van een gebouw is verplicht het door de gemeente toegekende huisnummer zichtbaar aan de straatkant aan te brengen.

Een apart huisnummer moet zichtbaar aangebracht worden naast elke deur of andere uitgang naar de openbare weg toe van ieder gebouw dat bewoond kan worden, tenzij het een tweede uitgang betreft en de eerste uitgang al genummerd is.

Ook gebouwen bestemd voor administratief, commercieel en industrieel gebruik moeten worden voorzien van een huisnummer, zelfs indien ze geen woning bevatten.

Wanneer een gebouw niet langs de openbare weg gelegen is, dient aan de hoofdtoegang van het terrein waarop dat gebouw opgericht is een duidelijk zichtbaar huisnummer worden aangebracht.

Bijkomende gebouwen die al dan niet aan het gebouw aanpalen, zoals garages, loodsen, bergplaatsen, stallen, werkplaatsen, worden beschouwd als gewone bijhorigheden van het hoofdgebouw en hoeven geen afzonderlijk huisnummer te hebben.

Er moet een nummer aangebracht worden op elke nieuwbouw, uiterlijk een maand na de voltooiing ervan.

Het is verboden op welke manier dan ook de door het bestuur toegekende huisnummers en straatnaamborden te verbergen, af te rukken, te beschadigen of te doen verdwijnen.

In geval van wijziging van nummer dient het oude nummer met een zwarte streep te worden doorstreept en mag het maximaal twee jaar behouden blijven vanaf de betekening terzake door het bestuur.

Als werken aan het gebouw de verwijdering van het huisnummer vereisen, dient dit nummer uiterlijk acht dagen na de beëindiging van de werken terug aangebracht te worden.

§2. Elke eigenaar van een in meerdere woningen ingedeeld gebouw is verplicht de nodige maatregelen te nemen of voorzieningen aan te brengen (brievenbussen, individuele deurbellen, infoborden, ...) om de verschillende woningen en hun bewoners van buitenaf herkenbaar te maken door middel van een etiket met de naam van deze laatsten.

Het is eveneens verplicht om een nummer zichtbaar aan te brengen op elke brievenbus in elk gebouw dat minstens twee woningen bevat. Deze nummering begint bij het cijfer 1 zonder toevoeging van andere vermeldingen (zoals het teken min, een schuine streep, letters, Romeinse cijfers of andere). Deze verplichting is van toepassing op de eigenaar of mede-eigenaars van het gebouw, op elke houder van een zakelijk recht erop, op de eigenaar of mede-eigenaars van een appartement, op elke houder van een zakelijk recht erop, op de huurders van het appartement.

Art. 52bis. De huisnummerreeksen hebben als uitgangspunt, het zij een hoofdweg, hetzij het stadhuis of het gemeentehuis.

In straten met een dubbele rij gebouwen worden de even huisnummers toegekend aan één van de twee rijen en de oneven huisnummers aan de andere rij.

Straten, lanen, kaaien, met slechts een enkele rij gebouwen, krijgen een dorrlappende reeks van afwisselend even en oneven huisnummers. Er wordt op dezelfde wijze te werk gegaan voor openbare pleinen, doodlopende straten en woonerven, door van een bepaald punt te vertrekken en er terug te keren, na de volledige ronde gedaan te hebben.

Waar tussen de bestaande gebouwen onbebouwde terreinen liggen, worden voor de toekomst huisnummers voorbehouden voor de nop op te richten gebouwen. Enkel de gemeentelijke overheid kan het aantal te reserveren nummers vaststellen.

Voor afgelegen of verspreid staande gebouwen sluit de huisnummering aan bij de gebouwen van de dichtstgelegen agglomeratie. Zij krijgen, ongeacht hun onderlinge afstand, een regelmatige opeenvolging van huisnummers.

Aanpalende gemeenten dienen met elkaar tot een akkoord te komen om de eenheid van het systeem van huisnummering te verzekeren, wanneer het gaat om grensstraten of straten die onder dezelfde naam op het grondgebied van meer dan een gemeente liggen.

Het gebruik van herhaalde huisnummers gevolgd door hoofdletters A, B, C enz... dient zoveel mogelijk te worden vermeden, dit door het opvolgen van de evolutie van de huisnummering en door periodieke hernummeringen.

Ieder plein, elke straat of elke openbareweg, ook in afgelegen gehuchten, dient een vaste benaming te dragen. Deze namen worden op platen gezet en duidelijk zichtbaar aangebracht op de plaatsen waar het nuttig voorkomt en voornamelijk op kruispunten. Na vernieuwing van hoekgebouwen, waartegen straatnaamplaten waren aangebracht, dient er voor gezorgd te worden dat die platen er opnieuw aan bevestigd worden.

Art. 52ter. Boodschappen van publicitaire aard mogen geen invloed hebben op de identificatie van de straat of de openbare weg. In agglomeraties is het wenselijk dat behalve de benaming van de straat of de openbare weg ook die van de gemeente aangegeven wordt.

Art. 53. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of om het even welke verantwoordelijken van een gebouw dienen, zonder dat dit voor hen enige schadeloosstelling inhoudt, op de gevel of kroongevel van hun gebouw, ook wanneer dit zich buiten de rooilijn bevindt, en in dit geval eventueel langs de straatkant, toestemming te geven tot:

- 1° het aanbrengen van een plaat met de aanduiding van de straatnaam van het gebouw;
- 2° het aanbrengen van alle verkeerstekens;

3° het aanbrengen van de kabel met de geleiderdraden voor de installatie van verkeerstekens, gemeentelijke of intergemeentelijke signalisatie en voor de telefoon-, televisie- of multimediantetten;

4° het bevestigen van materiaal voor de openbare verlichting;

5° het gebruik van de ondergrond van het gebouw door de door de bevoegde overheid gemachtigde concessiehouders;

6° het aanbrengen van kabels die nodig zijn voor de uitbating van trams en andere voertuigen van het openbare vervoer.

7° de plaatsing van borden tot aanduiding van brandmonden of brandkranen.

Hetzelfde geldt voor wat betreft bevestigingen, dragers en apparaten die nodig zijn voor de goede werking van de voornoemde diensten.

Het is verboden de voormelde voorwerpen te verwijderen of te verplaatsen.

Het verwijderen of verplaatsen ervan voor om het even welke reden, zal gebeuren door tussenkomst van het gemeentebestuur of door de daartoe bijzonder gemachtigde concessiehouder.

Art. 54. De eigenaars, huurders, bewoners of verantwoordelijken van een vastgoed moeten zich ervan verzekeren dat dit laatste, alsook de installaties en apparaten waarmee ze uitgerust zijn, zich in perfecte staat van bewaring, onderhoud en werking bevinden, ten einde de openbare veiligheid of gezondheid niet in het gedrang te brengen.

Het aanbrengen van voorwerpen op hoge delen van gebouwen of tegen de gevels van huizen, die door vallen schade kunnen veroorzaken, is verboden, ook indien ze niet tot op de openbare weg uitsteken.

Voorwerpen die geplaatst worden op vensterbanken en vastgehouden worden door een stevig vastgemaakt en niet uitstekend hulpmiddel, evenals vlaggenstokken, worden van deze bepaling uitgezonderd.

De voorwerpen die in strijd met onderhavig artikel worden geplaatst, vastgemaakt, aangehaakt of opgehangen, dienen op het eerste verzoek van de politie of van eender welke andere bevoegde persoon verwijderd te worden. Zo niet zal daar ambtshalve toe worden overgegaan op kosten en risico van de overtreder.

Afdeling 6. Algemene maatregelen ter voorkoming van schendingen van de openbare veiligheid

Art. 55. Het is verboden de geluidssignalen van brandweer, lokale of federale politie en andere hulpdiensten te imiteren.

Art. 56. Iedere valse hulpoproep of ieder misbruik van een praatpaal of signalisatietoestel bestemd om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren, is verboden.

Art. 57. Onbevoegde personen mogen niet binnendringen in voor het publiek niet toegankelijke bouwsels of installaties van openbaar nut.

Personen die daarmee door het gemeentebestuur niet werden belast, mogen geen kranen van leidingen of buisleidingen van eender welke aard, schakelaars van de openbare verlichting, openbare uurwerken, signalisatieapparaten, alsook uitrustingen voor telecommunicatie die zich bevinden op of onder de openbare weg of in openbare gebouwen bedienen.

Afdeling 7. Brandpreventie

Art. 58. Zodra er brand uitbreekt dienen de personen die het vastgesteld hebben, dit onmiddellijk te melden aan het politiekantoor, aan de dichtstbijzijnde brandweerpost of aan het centrum van het eenvormige oproepstelsel.

Art. 59. §1. De personen die zich bevinden in een gebouw waarin brand is uitgebroken, alsook in de omringende gebouwen moeten:

onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen van brandweer, burgerbescherming, politie of andere openbare diensten waarvan de tussenkomst vereist is om het onheil te bestrijden;

de toegang tot hun gebouw mogelijk maken;

het gebruik van waterpunten en alle brandbestrijdingsmiddelen waarover ze beschikken toelaten.

Personen die bij brand meubelen, documenten of andere voorwerpen hebben opgehaald, zullen deze onmiddellijk teruggeven aan de eigenaars zodra het vuur onder controle is; indien dit onmogelijk blijkt, dan zal men ten laatste binnen de 24 uur hiervan aangifte doen op het politiecommissariaat.

§2. Elk aan de straat gelegen gebouw met meer dan drie verdiepingen bovenop het gelijkvloers en elk gebouw volledig gebruikt als woongelegenheid, elk gebouw of bouwsel met meer dan twee verdiepingen bovenop het gelijkvloers en niet grenzend aan de openbare weg, moet toegankelijk zijn voor autovoertuigen, Minstens één van de toegangswegen moet kenmerken vertonen die het verkeer, het parkeren en de bediening mogelijk maken van het materieel dat wordt gebruikt door de hulpdiensten en de brandweer. Deze kenmerken zijn minimaal als volgt: vrije breedte: 4 m; vrije doorgangshoogte: 4 m; draaicirkel: 11 m binnen en 15 m buiten, helling maximaal 6%.

Indien deze afmetingen niet zouden worden gehaald, dan mag het college voor de bestaande toegangswegen de afmetingen bepalen die het geschikt acht om de tussenkomst van de hulpdiensten en de brandweer toe te laten, na overleg met de Brandweer.

Deze toegangsweg moet steeds vrij blijven en gemakkelijk toegankelijk zijn.

Het is verboden er voertuigen tot stilstand te brengen of er om het even welke materialen of voorwerpen achter te laten.

Deze toegangsweg zal worden aangeduid, ofwel door middel van wegmarkeringen, ofwel met behulp van om het even welke signalisatie die geschikt wordt geacht.

§3. De vluchtwegen, vluchtterrassen, gangen, trappen, overlopen, mobiele of vaste ladders, terrassen, luiken, uitgangdeuren of nooduitgangen en over het algemeen alle middelen en voorzieningen bestemd voor de ontruiming van de bouwsels en gebouwen in geval van een ramp, zowel op openbare als op niet openbare plaatsen, moeten worden aangegeven met behulp van zeer goed leesbare pictogrammen in de reglementaire kleuren die moeten worden aangebracht op plaatsen waar zij de aandacht trekken. Deze vluchtwegen of vluchtvoorzieningen dienen steeds vrij en gemakkelijk toegankelijk te blijven.

Het is verboden ze te verbergen of te bedekken met materiaal of op een andere manier, en deze in te sluiten binnen vaste scheidingswanden. Het is eveneens verboden de in dit lid vermelde opschriften of pictogrammen te wijzigen, te beschadigen, te verbergen of te laten verdwijnen.

§4. De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bezetters, alle personen die in het werkelijke genot zijn van de plaats, hun vertegenwoordigers of gevolmachtigden moeten de door de politiediensten, de afgevaardigden van het gemeentebestuur en van de brandweerdienst uitgevoerde controles van de brandpreventie- en brandbestrijdingsmaatregelen vergemakkelijken.

§5. Bij overtreding van de bepalingen van dit artikel zullen de voertuigen, materialen en om het even welke voorwerpen ambtshalve worden verwijderd, op kosten en op risico van de overtreders of de wettelijk voor de overtreding aansprakelijke personen van de overtreding, door tussenkomst van de politie en zonder afbreuk te doen aan de opgelopen sancties.

Art. 60. Het parkeren van voertuigen en het plaatsen, zelfs tijdelijk, van zaken die het vinden, de toegang tot of het gebruik van waterbronnen voor het blussen van branden kunnen verhinderen of storen zijn verboden op de openbare weg en in voor het publiek toegankelijke plaatsen.

Art. 61. Het is verboden borden voor identificatie of het vinden van waterbronnen voor het blussen van branden te beschadigen, te verbergen of te laten verbergen.

Art. 62. De brandkranen, deksels of luiken die de kamers met brandkranen en pompputten afsluiten, moeten steeds vrij, goed zichtbaar en gemakkelijk bereikbaar zijn.

Deze verplichting is een taak van de personen, vermeld in artikel 14 van het onderhavige reglement.

Art. 63. Wanneer er een gebeurtenis zoals een feest, fuif, een dansfeest of andere bijeenkomst georganiseerd wordt in een voor het publiek toegankelijke plaats waarvan de organisatoren niet kunnen bewijzen dat de plaats beantwoordt aan de veiligheidsvoorschriften, met name in toepassing van de regelgeving inzake

brandveiligheid, kan de burgemeester het evenement verbieden en kan de politie in voorkomend geval de inrichting laten ontruimen en sluiten.

Op voor het publiek toegankelijke plaatsen zoals cafés, restaurants, dancings of alle andere plaatsen waar feesten, vermakelijkheden, dansfeesten of gelijk welke andere bijeenkomsten georganiseerd worden, is het verboden het maximaal aantal toegelaten personen dat gelijktijdig aanwezig mag zijn, vastgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp, te overschrijden in het kader van de veiligheids- en brandpreventienormen.

Bij een overschrijding van dit aantal kan de politie deze plaatsen laten ontruimen en sluiten.

Afdeling 8. Bijzondere bepalingen die in acht dienen te worden genomen bij sneeuw of vrieskou of slecht weer

Art. 64. Met sneeuw of ijzel bedekte trottoirs moeten geveegd dan wel slipvrij gemaakt worden over tweederden van hun breedte, met een minimum van 1,50 m.

De sneeuw moet aan de rand van het trottoir opgehoopt worden en mag niet op de rijweg gegooid worden. Rioolkolken en straatgoten moeten vrij blijven.

Dit moet gedaan worden door de personen beoogde in artikel 14 van onderhavig reglement, volgens de erin vastgelegde bepalingen.

Art. 65. Ijskegels die zich vormen aan hogere gebouwdelen die over de openbare weg uitsteken, dienen verwijderd te worden.

Indien nodig moet er een beroep gedaan worden op de brandweerdienst.

Deze verplichting geldt voor de personen beoogde in artikel 14 van onderhavig reglement volgens de erin vastgelegde bepalingen.

Art. 66. Het is verboden op de openbare weg:

water te gieten of te laten vloeien bij vriesweer;

glijbanen aan te leggen;

sneeuw of ijs te storten dat afkomstig is van privé-eigendommen.

Art. 67. Het strooien van zand of andere producten met het oog op het doen smelten van sneeuw of ijs op de treden van buitentrappen, op trottoirs of op de openbare weg, ontheft de personen die daartoe overgaan niet van hun verplichting tot onderhoud van trottoirs, overeenkomstig artikel 14 en 64 van onderhavig reglement.

Art. 68. Behoudens vergunning is het verboden zich op het ijs van kanalen, waterbekkens en waterlopen te begeven.

Afdeling 9. Vrijtijdsbesteding en –plaatsen

Art. 69. § 1. Op gemeentelijke speelterreinen of speeltuinen ter beschikking van het publiek gestelde toestellen moeten zo gebruikt worden dat de openbare veiligheid en rust niet in het gedrang komen.

Kinderen onder de zeven jaar dienen vergezeld te zijn door één van hun ouders of door de persoon aan wiens hoede ze werden toevertrouwd.

§ 2. De gemeente is niet aansprakelijk voor gebeurlijke ongevallen op een gemeentelijk speelterrein.

§3. Onverminderd de reglementaire bepalingen inzake veiligheid in stadions of andere plaatsen waar aan sport wordt gedaan, moet elke installatie van voorlopige tribunes ten behoeve van het onthaal van publiek naar aanleiding van om het even welke culturele, sport- of andere manifestatie, ongeacht de samenstellende materialen, de montagetechnieken of technieken voor bodemverankering ervan, na montage van de tribunes maar vóór elk gebruik ervan, het voorwerp uitmaken van een toelatingsaanvraag, gericht aan de burgemeester, die noodzakelijk vergezeld is van:

1. een door een brandpreventietechnicus van de Brandweerdienst opgesteld controleverslag;

2. een goedkeuringsverslag, afgeleverd door een erkende controle instantie inzake stabiliteit, vóór het gebruik.

Afdeling 10. Parkeren, verhuizingen, laden en lossen

Art. 70 . §1. Er mogen geen meubels of andere goederen geladen of gelost worden tussen 22 en 7 uur, behoudens door de Burgemeester afgeleverde voorafgaande vergunning.

Bij het vervoeren, verplaatsen, laden en lossen van voorwerpen of andere goederen op de openbare weg moet erover gewaakt worden dat voetgangers niet gekwetst of gewond worden en dat de veiligheid, de vlote doorgang en de openbare rust niet in gevaar komen. Er moet bovendien over gewaakt worden dat voetgangers niet verplicht worden het trottoir te verlaten. Indien dit onmogelijk is, moeten de nodige maatregelen genomen worden om de veilige doorgang van voetgangers te verzekeren.

Het stationeren op de openbare weg, buiten de tijd nodig voor het laden en het ontladen, van voertuigen bestemd voor het vervoer van producten van dierlijke of plantaardige oorsprong, schroot of ander afval is verboden behalve met voorafgaande en schriftelijke toestemming van de burgemeester.

Deze toestemming zal de voorwaarden bepalen die moeten nageleefd worden om hinder voor het publiek te vermijden.

Het college van Burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de vergunning uitspreken als diens houder de daaraan verbonden voorwaarden niet naleeft.

§ 2. Iedereen die zijn hoofdverblijfplaats wil vestigen in de gemeente of deze wil overbrengen naar een andere gemeente moet dit aangeven bij het gemeentebestuur of bij de lokale politie.

Eigenaars, houders van zakelijke rechten, verhuurders of personen belast met de hoede over een huis, eender welk deel van een huis, een appartement, een kamer of een deel ervan, die deze goederen in huur geven of die derden de goederen laten betrekken, moeten het adres en de identiteit van de bewoners en hun vertrek bij het gemeentebestuur of de lokale politie aangeven.

Als het gebouw in verschillende woningen is ingedeeld zijn de personen die een hoofdverblijfplaats aangeven verplicht om de nauwkeurige bewoonde woning (verdieping, woning aan de straatkant, woning aan de achterkant, ...) aan te geven.

Deze verplichting geldt eveneens voor huisheren en werkgevers, ten opzichte van de inwonende bedienden, dienstboden en personen in hun dienst.

Afdeling 11. Sancties

Art. 71. Onverminderd de eventuele administratieve sanctie uitgesproken door het college van burgemeester en schepenen in de in onderhavig hoofdstuk voorziene gevallen, wordt ieder die de bepalingen van dit hoofdstuk schendt, bestraft met een administratieve geldboete van maximum 350 €.

De administratieve boete mag echter nooit hoger zijn dan 175 euro indien de feiten werden gepleegd door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben.

Hoofdstuk V : De openbare rust

Art. 72. Het hanteren, laden of lossen van materialen, toestellen of voorwerpen die lawaai kunnen voortbrengen, zoals platen, bladen, stangen, dozen, vaten of metalen of andere houders, wordt door de volgende beginselen geregeld:

1. deze voorwerpen dienen gedragen te worden en niet gesleept, geplaatst en niet geworpen;
2. als deze voorwerpen omwille van hun afmetingen of hun gewicht niet gedragen kunnen worden, dienen ze uitgerust te zijn van een voorziening waarmee ze geluidloos verplaatst kunnen worden.

Art. 73. §.1. Behoudens vergunning van de Burgemeester zijn volgende zaken verboden :

1. Stem-, instrumentale of muzikale audities;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren;
3. kermisparades en –muziek;
4. het gebruik van door een motor aangedreven grasmaaiers en andere tuinmachines, op zondagen en wettelijke feestdagen en, op andere dagen, tussen 20 u en 7 u.

Deze bepalingen gelden echter niet voor sfeermuziek in handelsstraten waarvan de uitzending in de tijd

bepikt is van 10 tot 22 uur en waarvan het geluidsniveau niet hoger is dan 10 dB(A) in vergelijking met het achtergrondgeluid.

§2. Met uitzondering van alarmsystemen om inbraak te voorkomen of om de aanwezigheid van een indringer of rook aan te geven is het verboden over te gaan tot het gebruik of de plaatsing van elk toestel dat - al dan niet ultrasoon - geluid produceert dat hinderlijk is of hinderlijk kan worden voor één of meerdere personen die zich op de openbare weg bevinden of in een voor het publiek toegankelijke plaats of inrichting.

Art. 74. Onverminderd de wetten, besluiten en reglementen betreffende de lawaaibestrijding, mag de intensiteit van in private eigendommen of in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden geproduceerde geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de straat niet overschrijden. De overtredingen tegen onderhavige bepaling die aan boord van de voertuigen worden begaan, worden verondersteld door de bestuurder te zijn begaan.

Art. 75. De voertuigen die zich zowel op de openbare weg als in private plaatsen bevinden en uitgerust zijn met een alarmsysteem, mogen in geen enkel geval de buurt storen. De eigenaar van een voertuig waarvan het alarm afgaat, moet daar zo spoedig mogelijk een eind aan stellen.

Wanneer de eigenaar niet opdaagt binnen de 20 minuten na het afgaan van het alarm, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om een einde te stellen aan deze hinder, op kosten en risico van de overtreder.

Art. 76. Het is verboden aan deuren aan te bellen of te kloppen met als doel de bewoners te storen.

Art. 77. § 1. De bepalingen van onderhavig artikel zijn van toepassing op de inrichtingen die gewoonlijk voor het publiek toegankelijk zijn, ook al is het er slechts onder bepaalde voorwaarden toegelaten.

§ 2. Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de strijd tegen geluidshinder, mag geluid binnen de voor het publiek toegankelijke inrichtingen, zowel overdag als 's nachts, het niveau van het straatlawaai niet overschrijden als het hoorbaar is op de openbare weg.

§ 3. Het is aan uitbaters van voor het publiek toegankelijke inrichtingen, café-, cabaret-, restauranthouders en uitbaters van danszalen en algemeen slijters van wijn, bier of andere dranken, verboden hun inrichting te sluiten zolang er zich een of meer klanten bevinden.

§ 4. De politie kan de voor het publiek toegankelijke inrichtingen laten ontruimen en sluiten wanneer er wanorde of lawaai wordt vastgesteld die de openbare rust of de rust van de omwonenden kan storen.

Als de wanorde of het lawaai blijft aanhouden, kan de burgemeester iedere maatregel nemen die hij nuttig acht om een einde te stellen aan de overlast, meer bepaald door de gedeeltelijke of volledige sluiting van de inrichting te bevelen gedurende de uren en voor de duur die hij bepaalt.

§ 5. In geval van overtreding tegen § 2 en 3 van onderhavig artikel kan het college van Burgemeester en schepenen de administratieve sluiting van de inrichting opleggen voor de duur die het bepaalt.

Art. 78. Het is verboden buiten de zones waar het door de Burgemeester toegelaten is, bezig te zijn met op afstand bestuurde modelvliegtuigen, -boten of -wagens. Het door deze apparaten voortgebrachte geluid mag in geen geval de openbare rust verstoren.

Art. 79. Onverminderd de eventuele administratieve sanctie uitgesproken door het college van burgemeester en schepenen in de in onderhavig hoofdstuk voorziene gevallen, wordt ieder die de bepalingen van huidige hoofdstuk, bestraft met een administratieve geldboete van maximum 350 €.

De administratieve boete mag echter nooit hoger zijn dan 175 euro indien de feiten werden gepleegd door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben.

Hoofdstuk VI – Groene ruimten

Art. 80. In de zin van onderhavig hoofdstuk verstaat men onder groene ruimten de openbare plantsoenen, parken, tuinen en alle delen van de openbare ruimte buiten de rijbaan, die openstaan voor het verkeer van personen en in hoofdorde bestemd zijn voor wandelen of ontspanning.

Art. 81. Onderhavig hoofdstuk is van toepassing op alle gebruikers van de groene ruimten.

Het wordt aangeplakt aan een of meer ingangen van groene ruimten.

Art. 82. De openingsuren van de groene ruimten zijn aangeplakt aan een of meer ingangen.

De Burgemeester kan er indien nodig de sluiting van bevelen.

De toegankelijkheidsvoorwaarden als volgt worden bepaald voor de speelpleinen en -terreinen gelegen op de Lambinlaan, Willamestraat, Paradijvogelspark, Coubaultlaan en Herderstaflaan, speelplein Charlent (“driehoekige groenvlak”), Rotiersstraat, Bergaje, Boomgaardstraat, Blankedellegaarde, park Van Lindt, Lucien Outersgaarde : van 7 tot en met 22 uur. Bovendien mag niemand toegang hebben tot de speelterreinen bestemd voor een bepaalde leeftijdscategorie als hij of zij de geëiste leeftijd niet heeft met uitzondering bewaking door een gezinslid of een meerderjarige die het aanwezige kind vergezelt.

Art. 83. Niemand mag zich toegang verschaffen tot groene ruimten buiten de openingsuren of in geval van de in artikel 82, tweede lid, beoogde sluiting.

Art. 84. Niemand mag in de groene ruimten overgaan tot spelen die de gebruikers kunnen hinderen of de rust van de plaats of van de bezoekers kunnen verstoren.

Art. 85. Behoudens door de bevoegde overheid afgegeven voorafgaande vergunning mag geen enkel motorvoertuig in groene ruimten rondrijden.

Dit verbod is niet van toepassing op de voertuigen en dieren in dienst van het gemeentebestuur, de politie, de hulpdiensten of de diensten met vergunning van de burgemeester of die in uitvoering van een overeenkomst met de gemeente optreden.

Art. 86. Met uitzondering van de zones hiervoor bestemd, zijn niet-motorvoertuigen, fietsen, steppen, skateboards en rolschaatsen verboden in de groene ruimtes. Dit verbod is niet van toepassing op kinderwagens of rolstoelen, evenmin op fietsen die met de hand voortgeduwd worden of die bereden worden door kinderen jonger dan 11 jaar, en zolang hun gebruik de veiligheid van de andere bezoekers niet in gevaar brengt.

Art. 87. Het is verboden vuur te maken in groene ruimten, behalve op de daartoe ingerichte plaatsen.

Art. 88. Het is verboden in groene ruimten reclameborden of –affiches te plaatsen of andere commerciële reclamemiddelen te gebruiken zonder vergunning van de bevoegde overheid.

§ 2. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid is het verboden gevaarlijke dieren of omvangrijke voorwerpen in groene ruimten binnen te brengen.

§ 3. Dieren moeten met alle gepaste middelen vastgehouden worden, minstens met een leiband houdend het dier aan maximum een meter vijftig van de halsband.

§ 4. Het is verboden in groene ruimten voedsel voor zwerfende dieren of duiven achter te laten, neer te leggen of te werpen.

Art. 89. § 1. Het is verboden dieren binnen te brengen in speelterreinen.

§ 2. Behoudens vergunning van de bevoegde overheid is het verboden gevaarlijke dieren of omvangrijke voorwerpen in groene ruimten binnen te brengen.

§ 3. Dieren moeten met alle gepaste middelen vastgehouden worden, minstens met een korte leiband.

§ 4. Het is verboden in groene ruimten voedsel voor zwerfende dieren of duiven achter te laten, neer te leggen of te werpen.

Art. 90. Het is verboden in groene ruimten te kamperen in een tent of een voertuig, behoudens voorafgaande vergunning.

Het college van Burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of de administratieve intrekking van de vergunning uitspreken als diens houder de daaraan verbonden voorwaarden niet naleeft.

Art. 91. Het is verboden de plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden te gebruiken.

Art. 92. Het is verboden op welke manier dan ook door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarover men de hoede of toezicht heeft, de groene ruimten te vervuilen.

Het is verboden in de groene ruimtes papier of andere voorwerpen die deze plaatsen kunnen vuilmaken of versperren, neer te leggen, te gooien of achter te laten, tenzij in de daarvoor voorziene vuilnisbakken; in deze vuilnisbakken mogen geen zakken met huishoudelijk afval gegooid worden.

Het is verboden het ijs dat gevormd is op het water in groene ruimten, te vervuilen door er voorwerpen, stoffen of dode of levende dieren op te werpen of te gieten.

Het is verboden te baden in het water in de groene ruimtes of om er om het even wat in te wassen of onder te dompelen.

Art. 93. Het is verboden knoppen en bloemen of planten te verwijderen en :

sprokkelhout, houtblokken en ander plantaardig materiaal te verzamelen;

op de breukstenen te klimmen en op de plaatsen waar het verbod aangeduid is door berichten;

Het is verboden bomen te verminken, te schudden of te ontschorsen; takken, bloemen of andere planten af te rukken of af te snijden; palen of andere voorwerpen voor de bescherming van aanplantingen uit te rukken; wegen en dreven te beschadigen; zich op bloemperken en -tapijten te begeven, ze te vernietigen of te beschadigen en in bomen te klimmen.

Het is verboden, op openbare plaatsen behorende aan de Staat, het Gewest of de gemeente , zonder daartoe behoorlijk te zijn gemachtigd, planten, bloemen, graszoden, aarde, stenen of materialen weg te nemen.

Art. 94. § 1. Behoudens uitzondering is de toegang tot grasperken verboden voor alle personen, dieren en voertuigen.

§ 2. Grasperken die mogen betreden worden, zijn aangeduid door specifieke borden.

§ 3. De toegang tot de grasperken gebeurt op verantwoordelijkheid van de gebruikers.

§ 4. Het College van Burgemeester en schepenen kan op advies van de technische dienst van de groene ruimten afwijken van onderhavig artikel voor de organisatie van uitzonderlijke evenementen.

Art. 95. Onverminderd de eventuele administratieve sanctie uitgesproken door het college van burgemeester en schepenen in de in onderhavig hoofdstuk voorziene gevallen, wordt ieder die de bepalingen van het huidige hoofdstuk bestraft met een administratieve geldboete van maximum 350 €.

De administratieve boete mag echter nooit hoger zijn dan 175 euro indien de feiten werden gepleegd door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben.

Het politiepersoneel of de bewakers zullen langs de naaste uitgang de personen verwijderen die met de voormelde bepalingen in overtreding bevonden worden

Onafhankelijk van de schadevergoedingen die voorzien zijn door de Burgerlijke Wetboek, mag het gemeentebestuur de installaties uitvoeren (terreinen, kleedkamers, speelpleinen, parken, openbare tuinen) in orde brengen op kosten en risico van de overtreder.

Hoofdstuk VII – Dieren

Art. 96. Het is verboden op de openbare weg en in galerijen en doorgangen op privégrond die voor het publiek toegankelijk zijn om:

1. eender welk dier vrij te laten rondlopen; rondzwervende dieren zullen opgevangen worden volgens artikel 9 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;
2. dieren achter te laten in een geparkeerd voertuig als dat een gevaar of ongemak kan opleveren voor personen of voor de dieren zelf; deze bepaling is ook van toepassing in openbare parkings en privé parkings die toegankelijk zijn voor het publiek op privégrond;
3. dieren bij zich te hebben die niet in toom gehouden kunnen worden met de gepaste middelen en minimaal met een leiband houdend het dier aan maximum 1 meter vijftig van de halsband; deze bepaling is eveneens van toepassing in voor het publiek toegankelijke plaatsen op privégrond;
4. vergezeld te zijn van een agressief dier;
5. dieren bij zich te hebben waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in gevaar zouden kunnen brengen.

6. zijn hond op te winden om aan te vallen of agressief te worden, of hem voorbijgangers, dieren of voertuigen te laten of doen aanvallen of achtervolgen, ook al brengt dat geen enkel kwaad of schade teweeg.

§2. Bij agressief gedrag van een hond kan de burgemeester opleggen een hondenafrichting in een gespecialiseerd centrum of een dierenarts therapeut te volgen en/of de toegang tot de openbare weg verbieden en/of het dragen van een muilkorf.

De honden die een gevaar voorstellen voor het leven en de fysieke integriteit en de veiligheid van de goederen in de plaatsen toegankelijk voor het publiek, mogen, weggenomen worden aan de vrije beschikking van de eigenaar, bezitter of houder door een politieambtenaar voor de eisen van de rust en de openbare veiligheid.

Wanneer de hond verwondingen of de dood veroorzaakt heeft, behalve in het geval van wettige zelfverdediging, kan de burgemeester het dier in beslag nemen en naast maatregelen hierboven opgesomde, opleggen dat het in beslag genomen dier op kosten van zijn eigenaar ondergebracht wordt in een conform dierenasiel voor dieren. Hij kan ook de euthanasie van de hond opleggen.

Art. 97. Behoudens voorafgaande vergunning van de bevoegd autoriteit, is het africhten van een dier in de openbare ruimte verboden.

Deze bepaling is niet van toepassing op de africhting van dieren door de politiediensten.

Art. 98. Hondengevechten zijn verboden.

Art. 99. De eigenaars van dieren of de personen die al is het maar occasioneel op de dieren letten, dienen erover te waken dat deze dieren:

- de omstanders op geen enkele manier storen;
- de aanplantingen of andere voorwerpen in de openbare ruimte niet beschadigen ;
- geen nadeel berokkenen aan een ander dier

dat aan gelijk wie toebehoort.

Art. 100 §1. De personen die het toezicht of het zeggenschap hebben over een hond, moeten de uitwerpselen ervan op de gepaste wijze opruimen in de openbare ruimte, met inbegrip van squares, parken, groene ruimtes van de straten en openbare tuinen, met uitzondering van uitwerpselen die achtergelaten worden op de speciaal hiervoor ingerichte plaatsen (de "hondentoiletten").

De meester of hoeder van het dier moet bovendien steeds een zakje of een gelijkaardig voorwerp bij zich hebben om de uitwerpselen in vuilnisbakken te kunnen gooien langs de openbare weg of op de plaats waar het dier wordt uitgelaten. Dit zakje of gelijkaardig voorwerp moet op vraag van een gemachtigde persoon of de politie getoond worden.

Om de uitwerpselen van hun hond op te ruimen moeten deze personen in het bezit zijn van:

- een geschikt zakje, desgevallend ter beschikking gesteld door het gemeentebestuur;
- of een gelijkaardig voorwerp.

Zakjes of gelijkaardige voorwerpen met uitwerpselen mogen enkel in de openbare vuilnisbakken achtergelaten worden.

§2. Ieder die de bovenvermelde bepalingen heeft overtreden, moet onmiddellijk zorgen voor de schoonmaak. Zo niet zal de gemeente dit doen op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 101. Het is verboden op de openbare ruimte voertuigen en andere machines te laten bewaken door honden, zelfs indien deze vastgebonden zijn.

Art. 102. Het is verboden dieren mee te brengen in de voor het publiek toegankelijke plaatsen waar de toegang voor dieren verboden is, ofwel door een intern reglement dat aan de ingang ophangt, ofwel door borden of pictogrammen. Dit alles onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de hygiëne van de plaatsen en de personen in de voedingssector.

Art. 103. Bij de eigenaars berust de verplichting te doen overgaan tot de ver verwijdering van wesp- en bijennesten. Dergelijke maatregel geldt eveneens voor om het even welke ongecontroleerde vorming van

nesten, die voor de bewoners een hinder zou kunnen vormen.

Bij gebrek hieraan zal de verwijdering ambtshalve door de bevoegde overheid gebeuren op kosten en op risico van de overtreder.

Art. 103bis. Het is verboden in de openbare ruimte en op openbare plaatsen zoals parken en tuinen gelijk welk voedsel voor zwerfdieren of duiven achter te laten, neer te leggen of te gooien met uitzondering van voedsel voor vogels bij vriesweer op voorwaarde dat het geen bedreiging is voor de gezondheid of de rust van de buurt.

Art. 103ter. De eigenaars, de beheerders of de huurders van gebouwen moeten de plaatsen waar rondzwervende dieren of duiven zich kunnen nestelen, permanent afschermen en vuile gebouwen laten schoonmaken en ontsmetten.

Art. 104. Onverminderd de eventuele administratieve sanctie uitgesproken door het college van Burgemeester en schepenen in de in onderhavig hoofdstuk voorziene gevallen, wordt ieder die de bepalingen van bepalingen van huidige hoofdstuk bestraft met een administratieve geldboete van maximum 350 €.

De administratieve boete mag echter nooit hoger zijn dan 175 euro indien de feiten werden gepleegd door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben.

Hoofdstuk VIII : Stilstaan en parkeren

Art. 105. Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd zoals bedoeld in artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zal bestraft worden met een administratieve geldboete volgens de modaliteiten bepaald in het koninklijk besluit van 9 maart 2014.

Hoofdstuk VIIIbis : Gemengde Inbreuken

Art. 106. Het is verboden grafstenen en monumenten te vernielen of te beschadigen.

Art. 107. Het is verboden tags en graffiti aan te brengen of roerende en onroerende goederen.

Art. 108. Het is verboden onroerende goederen van anderen vrijwillig te beschadigen.

Art. 109. Het is verboden bomen te vernielen.

Art. 110. Het is verboden stedelijke of landelijke omheiningen, van welk materiaal deze ook gemaakt zijn, te beschadigen en te vernielen. Dit verbod is eveneens van toepassing op hoekbomen.

Art. 111. Het is verboden roerende eigendommen van anderen vrijwillig te beschadigen of te vernielen.

Art. 112. Het is verboden nachtruoer of -lawaai te veroorzaken die de openbare rust kan verstoren.

Art. 113. Het is verboden zich, behoudens andersluidende wetsbepalingen, in de voor het publiek toegankelijke plaatsen begeven met het gezicht geheel of gedeeltelijk bedekt of verborgen, zodat zij niet herkenbaar zijn.

Het eerste lid geldt echter niet voor hen die zich in de voor het publiek toegankelijke plaatsen begeven met het gezicht geheel of gedeeltelijk bedekt of verborgen, zodat zij niet herkenbaar zijn, en wel krachtens arbeidsreglementen of een politieverordening naar aanleiding van feestactiviteiten.

Art. 114. Het is verboden zich schuldig maken met scheldwoorden.

Art. 115. Het is verboden wagens, rijtuigen en motorvoertuigen te vernielen.

Art. 116. Het is verboden zich schuldig maken van opzettelijk verwondingen of slagen.

Art. 117. Ieder die de bepalingen van onderhavig hoofdstuk overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximum 350 euro.

De administratieve boete mag echter nooit hoger zijn dan 175 euro indien de feiten werden gepleegd door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar bereikt hebben.

Hoofdstuk IX : Uitvoering en sancties inzake burgerrechtelijke bepalingen

Art. 118. De verhuurder of de mandataris van de verhuurder die in elke publieke of officiële mededeling inzake de verhuring van een goed met de bestemming woning in de ruime zin het bedrag van de gevraagde huur of van de huurlasten niet vermeldt, kan overeenkomstig artikel 1716 van het Strafwetboek een administratieve boete opgelegd krijgen van 50 tot 200 euro.

Hoofdstuk X : Eindbepalingen Art. 119. De in het huidige reglement voorziene bepalingen zijn van toepassing, onverminderd de verplichting om zich te kwijten van de heffingen en andere plaatselijke retributies die krachtens een beraadslaging van de gemeenteraad geheven worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 10 februari 2015

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,
De dienstverantwoordelijke

De Burgemeester d.d.,

Audrey Delwaide

Christophe Magdalijs